

les textes du
parti communiste international

4

**ELEMENTS
D'ORIENTATION MARXISTE
LES TROIS PHASES
DU CAPITALISME
GUERRES ET
CRISES OPPORTUNISTES**

éditions programme communiste

**ELEMENTS
D'ORIENTATION MARXISTE
LES TROIS PHASES
DU CAPITALISME
GUERRES ET
CRISES OPPORTUNISTES**

INTRODUCTION

Les Eléments d'orientation marxiste ont paru pour la première fois en langue italienne, sous le titre Tracciato d'impostazione dans le premier numéro de 1946 de Prometeo, qui était alors la revue de notre parti. Les deux autres textes ont paru dans les numéros 5 et 6 de Prometeo sous le titre Le tre fasi del capitalismo et Guerre e crisi opportuniste, dans la série des Tesi della Sinistra (Thèses de la Gauche). Ils ont été traduits dans notre revue théorique internationale Programme Communiste, respectivement dans les numéros 27, 11 et 13, aujourd'hui épuisés.

Vingt-cinq années ont passé depuis leur première publication — vingt-cinq années qui ont vu se continuer le cycle historique défavorable commencé en 1926 sous le signe de la contre-révolution la plus longue, la plus violente, la plus destructrice de l'histoire du mouvement prolétarien. Ce cycle n'a pas encore pris fin, ce qui confirme l'analyse formulée par la Gauche dans l'immédiat après-guerre, qui affirmait que la seconde guerre impérialiste n'amènerait pas une nouvelle période révolutionnaire mais consoliderait les chaînes asservissant le prolétariat au capitalisme mondial. Mais si la classe ouvrière était encore vaincue, la théorie du marxisme révolutionnaire, telle qu'elle avait été développée par la Gauche communiste, était par contre victorieuse.

Comme l'exprime le titre, les Eléments d'orientation marxiste constituaient la restauration synthétique des positions fondamentales sur lesquelles devait se fonder le parti de classe renaissant, le « tracé » que doivent suivre tous ceux qui se placent dans la ligne de la Révolution communiste. Les deux autres textes, ainsi que l'abondante production qui leur succéda, constituent l'exégèse critique du Tracciato qui, comme nous l'affirmons explicitement au début du texte, ne contient pas de démonstration de ce qu'il affirme, mais « ne fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non ».

Il ne se passe pas de jour que les faits ne confirment cette « victoire théorique » du communisme marxiste.

Dans le domaine économique : un réseau de monopoles toujours plus gigantesques enserme le monde développé ou arriéré, depuis le centre impérialiste par excellence, les Etats-Unis, dont la centrale financière et militaire donne des ordres à droite et à gauche, aux alliés et aux adversaires, en s'appuyant sur eux pour spolier de plus en plus les peuples sous-développés et les immobiliser dans une liberté politique mythique qui a pour seule fin de privilégier une bourgeoisie locale misérable, véritable garde-chiourme des prolétaires et semi-prolétaires de couleur à la solde des grandes puissances impérialistes.

Dans le domaine politique : la nouvelle « Sainte Alliance » la plus réactionnaire de l'histoire, basée militairement sur le Pacte Atlantique et le Pacte de Varsovie, encadre désormais jusqu'à la Chine « révolutionnaire et populaire », étouffant les dernières aspirations, les dernières illusions des nations et des Etats indépendants de l'aire afro-asiatique qui croyaient pouvoir s'abriter sous le bouclier de l'« anti-impérialisme » chinois.

Dans le domaine social : l'Etat-patron et l'Etat-capitaliste écrasent les classes laborieuses et en particulier le prolétariat sous le poids d'appareils de plus en plus hypertrophiés, en utilisant aussi bien la violence la plus impitoyable que la corruption sociale la plus perfide, et en s'appuyant plus que jamais sur un opportunisme adorateur de l'Etat, vendu à la bourgeoisie, et occupé seulement à désarmer la classe ouvrière.

Dans le domaine idéologique : aux thèmes démocratiques les plus éculés se mêlent les propagandes, fidéistes, racistes, nationalistes les plus échevelées, tendant les unes et les autres à nier l'existence de toute théorie unitaire — négation qui contraste avec la tentative de construire des mécanismes économiques, sociaux et politiques unitaires, capables d'empêcher la révolution prolétarienne.

Tout est dominé par le contrôle de l'Etat sur l'économie, dont la gestion centralisée confirme de façon éclatante l'analyse scientifique marxiste, qui définit le capital comme une force sociale, unique et mondiale, dont les hommes ne sont que des instruments plus ou moins conscients.

La prolongation de cette phase contre-révolutionnaire a été rendue possible grâce à la collaboration déterminante des ex-partis communistes qui, au lieu de préparer le prolétariat à assimiler les directives communistes, l'ont assujéti à l'idéologie bourgeoise ou plutôt petite-bourgeoise, libéralisante et démocratique, en lui inoculant le respect religieux d'une démocratie parlementaire condamnée par le devenir historique lui-même. L'opportunisme a appelé les prolétaires à défendre l'Etat démocratique contre le fascisme, comme si la question fondamentale était celle de la forme de l'Etat, et non sa nature de classe. Peu importe, surtout en pleine phase impérialiste du capitalisme, que l'Etat soit républicain ou régi par une monarchie constitutionnelle, démocratique ou fasciste : il doit de toute façon être détruit par la violence de la classe ouvrière. Le processus capitaliste qui va du régime de la libre concurrence à celui du monopole d'Etat est irréversible, tout comme le processus politique qui va du régime démocratique à celui du totalitarisme fasciste. Il est donc faux et illu-

soire d'assigner au prolétariat la tâche de ramener le capitalisme en arrière, à une phase qu'il a déjà dépassée malgré de douteuses réminiscences de type libéral et démocratique. Celui qui combat le fascisme au nom de la démocratie, non seulement n'est pas communiste ni révolutionnaire, mais il est réactionnaire, tout comme celui qui combat l'impérialisme au nom de la libre concurrence et de la liberté du commerce.

Tel est le critère qui distingue les marxistes révolutionnaires de tous les autres regroupements politiques qui prétendent représenter le prolétariat. La théorie, le programme, la méthode d'action communiste, que les faux partis ouvriers se vantent, pour faciliter la manœuvre, d'avoir dépassés, restent des phares inébranlables et indispensables sans lesquels on passe à l'ennemi.

Ce dernier quart de siècle est un interminable défilé des vanités et des mensonges de ces partis ; c'est le musée des horreurs du régime impérialiste soutenu par l'opportunisme et par les aristocraties ouvrières. Si aujourd'hui l'action de la Gauche communiste reste encore circonscrite à un rayon d'action infinitésimal, sans aucune possibilité d'influence réelle sur la classe ouvrière, celui est dû à la terrible défaite subie par le prolétariat il y a un demi-siècle, qui l'a livré à la domination complète de l'opportunisme : ce sont là des facteurs objectifs, indépendants de la volonté du parti de classe. Si l'action des partis soi-disant ouvriers est inefficace même pour défendre les intérêts immédiats des masses salariées, c'est parce qu'on ne peut abandonner le droit chemin de la révolution sans tomber du même coup dans les bras de l'ennemi. Ces partis n'ont pas commis d'« erreurs d'appréciation », ils n'ont pas « choisi » des tactiques et des moyens erronés, comme ce fut le cas de la troisième Internationale ; ils ont déplacé l'axe de l'action de classe du terrain du prolétariat à celui de la bourgeoisie, en trahissant et en falsifiant sa doctrine, ses buts, ses moyens d'action. L'opportunisme est indispensable au régime capitaliste pour retarder la reprise offensive du prolétariat.

Pour ces partis il ne s'agit plus désormais de détruire la machine de l'Etat capitaliste, mais de la manœuvrer comme pourrait le faire n'importe quel autre parti bourgeois ; il ne s'agit plus de démolir la fiction démocratique et parlementaire, mais de s'insérer dans le jeu mystificateur des partis gouvernementaux et des partis d'opposition, les uns et les autres légaux et constitutionnels ; il ne s'agit plus d'entreprendre l'action antilégalitaire et violente qui constitue l'aboutissement de l'affrontement entre les classes mais de la supprimer au profit de la collaboration de classe et de la paix sociale. Il ne s'agit plus de considérer le fascisme comme la phase politique suprême du capitalisme et donc d'en relever le défi historique en réarmant le prolétariat, en renforçant son organisation, pour la bataille finale, mais de l'étourdir par d'illusoirs mirages parlementaires et démocratiques, de l'épuiser et de le démoraliser, pour le livrer enfin à l'ennemi, sans forces, désarmé, désorganisé.

Il est inévitable que dans cet égarement qui dure depuis des dizaines d'années, renaissent sous une forme moderne de vieux thèmes qui prétendent nier les principes marxistes, tout comme les idéologues bourgeois croient se débarrasser du communisme en décrétant la faillite de la Révolution d'Octobre,

en concluant que la classe ouvrière ne trouvera le salut qu'en abandonnant définitivement les « vieilles prophéties » de la révolution sociale et en adoptant les principes « éternels » de la marchandise, du marché, de la monnaie, de la liberté, de la démocratie, de la nation.

La Révolution Communiste est la grande absente aujourd'hui. Elle ne reviendra pas sur la scène de la lutte des classes par une voie démocratique, pacifique, nationale. Pour vaincre, elle devra passer sur le cadavre de la démocratie, de la paix sociale et de la nation.

Voilà pourquoi l'action révolutionnaire consiste à remettre sur pieds la doctrine et le parti politique, c'est-à-dire une vigoureuse organisation militante, un réseau international solide et étendu, pour réimporter dans le prolétariat aujourd'hui démoralisé et désorienté, ainsi que dans les organisations intermédiaires que la reprise des luttes sociales elle-même fera renaître, la certitude de la victoire et la direction révolutionnaire communiste. Telle est notre tâche. Telle est notre action.

ÉLÉMENTS D'ORIENTATION MARXISTE

Le marxisme n'est pas un choix entre différentes opinions

Pour des raisons bien évidentes, cet écrit ne démontre pas ce qu'il affirme. Il a pour but d'établir le plus clairement possible l'orientation de cette publication (Prometeo). Il ne fait qu'énoncer et fixer des points fondamentaux afin d'éviter toute équivoque ou confusion, volontaires ou non.

Avant de convaincre un interlocuteur, il faut lui faire bien comprendre la position qu'on lui expose. La persuasion, la propagande, le prosélytisme viennent après.

D'après notre conception, les opinions ne sont pas le produit de l'œuvre de prophètes, d'apôtres ou de penseurs dont le cerveau engendrerait les vérités nouvelles propres à susciter de nombreuses adhésions.

Le processus est tout autre. C'est le travail impersonnel d'une avant-garde sociale qui concentre et rend évidentes les positions théoriques auxquelles leurs conditions communes de vie amènent les individus bien avant qu'ils n'en aient conscience.

La méthode est donc anti-scolastique, anti-culturelle, anti-« illuministe ». Dans l'actuelle période de vide théorique, reflet de la désorganisation pratique, on ne doit pas s'étonner ni se plaindre si la mise au point des positions entraîne tout d'abord l'éloignement et non le rapprochement des adhérents.

Dans quel sens les marxistes se rattachent à une tradition historique

Tout mouvement politique qui présente ses thèses se réclame de précédents historiques et de traditions proches ou lointaines, nationales ou internationales.

Le mouvement dont cette revue (Prometeo) est l'organe théorique se réclame également d'origines bien déterminées. Mais, à l'encontre des autres mouvements, il ne

part pas d'un verbe révélé d'origine surhumaine, ni ne reconnaît l'autorité de textes immuables, ni à plus forte raison n'admet comme points de référence pour l'étude de chaque question des règles juridiques en prétendant, de quelque manière que ce soit, qu'elles sont innées ou immanentes à la pensée ou à la sensibilité de tous les hommes.

On peut désigner cette orientation par les termes de marxisme, socialisme, communisme, mouvement politique de la classe ouvrière. Le mal est qu'on a fait un emploi abusif de tous ces termes. En 1917 Lénine considéra comme une question fondamentale le changement du nom du Parti, retournant au terme de « communiste » du *Manifeste* de 1848. Aujourd'hui, l'immense abus fait du nom de communiste par les partis qui sont en dehors de toute ligne révolutionnaire et de classe crée encore une plus grande confusion ; des mouvements ouvertement conservateurs des institutions bourgeoises osent encore se dire partis du prolétariat ; le terme de marxistes est employé pour désigner les plus absurdes conglomérats de partis, tels ceux de l'antifranquisme espagnol.

La ligne historique dont nous nous réclamons est la suivante : le *Manifeste des Communistes* de 1848 (intitulé, en fait, exactement *Manifeste du Parti Communiste*, sans mention de nationalité) ; les textes fondamentaux de Marx et d'Engels ; la restauration classique du marxisme révolutionnaire contre tous les révisionnistes opportunistes qui accompagna la victoire révolutionnaire en Russie et les textes léninistes fondamentaux ; les déclarations constitutives de l'Internationale de Moscou au premier et second congrès ; les positions soutenues par la Gauche dans les congrès suivants à partir de 1922.

Limitée à l'Italie, la ligne historique se rattache au courant de gauche du Parti Socialiste pendant la guerre de 1914-1918, à la constitution du Parti Communiste d'Italie à Livourne en janvier 1921, à son congrès de Rome en 1922, aux manifestations de son courant de gauche, dominant jusqu'au congrès de Lyon en 1926, puis vivant en dehors du parti et du Komintern, à l'étranger.

Cette ligne ne coïncide pas avec celle du mouvement trotskyste de la IV^e Internationale. Trotsky réagit tard, et Zinoviev, Kamenev, Boukharine et les autres groupes russes de la tradition bolchévique plus tard encore, contre la tactique erronée soutenue jusqu'en 1924, finissant par reconnaître que la déviation s'aggravait jusqu'à bouleverser les principes politiques fondamentaux du mouvement. Les trotskystes d'aujourd'hui se réclament de la restauration de ces principes, mais ils n'ont pas clairement rejeté les éléments dissolvants de la tactique « manœuvrière », faussement définie comme bolchévique et léniniste.

Orientation de la méthode dialectique marxiste

Comme base de toute recherche, on doit considérer l'ensemble du processus historique qui s'est développé jusqu'ici et examiner objectivement les phénomènes sociaux actuels.

Cette méthode a été bien souvent revendiquée, mais bien souvent aussi on s'est fourvoyé au cours de son application. La recherche se fonde sur l'examen des moyens

matériels par lesquels les groupements humains satisfont à leurs besoins, c'est-à-dire de la technique productive et, en liaison avec son développement, des rapports économiques. Au cours des diverses époques, ces facteurs déterminent la superstructure constituée par les institutions juridiques, politiques ou militaires et par les idéologies dominantes.

Cette méthode est définie par les expressions de matérialisme historique, matérialisme dialectique, déterminisme économique, socialisme scientifique, communisme critique.

L'important est d'employer toujours des résultats positifs appuyés sur les faits et de ne pas postuler, pour exposer et expliquer des phénomènes humains, l'intervention de mythes ou de divinités, ni de principes de « droit » ou d'« éthique » naturelle, comme peuvent l'être la Justice, l'Égalité, la Fraternité et autres semblables abstractions vides de sens. A plus forte raison, il importe de ne pas céder à la pression de l'idéologie dominante en recourant à ces postulats illusoire ou à d'autres semblables sans s'en apercevoir ou sans l'avouer, ou en les faisant intervenir à nouveau juste aux moments les plus brûlants et à l'instant des conclusions décisives.

La méthode dialectique est la seule qui surmonte la contradiction courante entre une continuité et une cohérence théoriques rigoureuses d'une part, et de l'autre la capacité d'affronter de façon critique de vieilles conclusions établies dans des termes et des règles formelles.

Son acceptation n'a pas le caractère d'une foi ni d'une position passionnée d'école ou de parti.

Le contraste entre les forces productives et les formes sociales

Les forces productives, constituées principalement par les hommes aptes à la production, leurs groupements et les outils et moyens mécaniques qu'ils utilisent, agissent dans le cadre des formes de production.

Nous entendons par formes l'organisation et les rapports de dépendance dans lesquels se développe l'activité productive et sociale. Sont compris dans ces formes toutes les hiérarchies constituées (familiales, militaires, théocratiques, politiques), l'État et tous ses organismes, le droit et les tribunaux qui l'appliquent, les règles et les dispositions de nature économique et juridique qui résistent à toute transgression.

La société revêt un type donné tant que les forces productives se maintiennent dans le cadre de ses formes de production. A un moment donné de l'histoire, cet équilibre tend à se rompre. Des causes diverses, parmi lesquelles les progrès de la technique, la croissance de la population, l'élargissement des communications, augmentent les forces productives. Celles-ci entrent en conflit avec les formes traditionnelles et tendent à en briser le cadre ; quand elles réussissent, on se trouve en présence d'une révolution : la communauté s'organise suivant de nouveaux rapports économiques, sociaux et juridiques, de nouvelles formes prennent la place des anciennes.

La méthode dialectique découvre, applique et vérifie ses solutions à l'échelle des grands phénomènes collectifs et d'une manière scientifique et expérimentale (méthode que les penseurs de l'époque bourgeoise appli-

quèrent au monde de la nature au cours d'une lutte qui était le reflet de la lutte sociale révolutionnaire de leur classe contre les régimes théocratiques et absolutistes, mais qu'ils ne pouvaient pousser jusqu'au domaine social). Elle déduit des résultats acquis sur ce terrain les solutions au problème du comportement de l'individu, à l'encontre de la méthode employée par toutes les écoles adverses, religieuses, juridiques, philosophiques ou économiques. Celles-ci construisent en effet les normes du comportement collectif sur la base inconsistante du mythe de l'Individu, présenté soit comme âme individuelle et immortelle, soit comme sujet juridique et civil, soit comme monade immuable de la praxis économique, et ainsi de suite. Mais aujourd'hui la science a dépassé ses fécondes hypothèses sur les individus matériels indivisibles, les atomes; elle les définit comme de riches complexes et, bien loin de les réduire à des monades incorruptibles, elle les considère comme des points de rencontre des lignes de force rayonnant du champ énergétique extérieur; si bien que l'on peut dire schématiquement que le cosmos n'est pas fonction des unités, mais que toute unité est fonction du cosmos.

Celui qui croit à l'individu et parle de personnalité, de dignité, de liberté, de responsabilité de l'homme ou du citoyen n'a rien à voir avec la pensée marxiste. Les hommes ne sont pas mis en mouvement par les opinions, les croyances ou n'importe quel phénomène de la soi-disant pensée dont s'inspireraient leur volonté et leur action. Ils sont poussés à agir par leurs besoins qui prennent le caractère d'intérêts quand les mêmes exigences matérielles sollicitent en même temps des groupes tout entiers. Ils se heurtent aux limitations que l'ambiance et la structure sociales opposent à la satisfaction de ces exigences. Et ils réagissent individuellement et collectivement dans un sens qui, pour la grande moyenne, est nécessairement déterminé avant que le jeu des stimulants et des réactions n'ait fait naître dans leurs cerveaux ces reflets qu'on appelle sentiments, pensées, jugements.

Ce phénomène est naturellement d'une grande complexité et peut dans certains cas particuliers aller à rebours de la loi générale, qui n'en reste pas moins justifiée.

Quoi qu'il en soit, celui qui fait intervenir la conscience individuelle, les principes moraux, les opinions et les décisions de l'individu ou du citoyen comme causes motrices dans le jeu des faits sociaux et historiques n'a pas le droit de s'appeler marxiste.

Classe, lutte de classe, parti

Le conflit entre les forces productives et les formes sociales se manifeste comme une lutte entre les classes qui ont des intérêts économiques opposés; dans ses phases culminantes, cette lutte devient lutte armée pour la conquête du pouvoir politique.

Du point de vue marxiste, la classe n'est pas une donnée statique figée, mais une force organique agissante; elle se manifeste lorsque la simple concordance des conditions économiques et des intérêts s'élargit en une action et une lutte communes.

Dans ces situations, le mouvement est guidé par des regroupements et des organismes d'avant-garde, dont la forme moderne et évoluée est le parti politique de classe. La collectivité, dont l'action culmine dans l'action d'un parti, agit dans l'histoire avec une efficacité et une dynamique réelle qui ne peuvent être atteintes à l'échelle restreinte de l'action individuelle. C'est le Parti qui parvient à avoir une conscience théorique du développement des événements et par conséquent une influence sur leur devenir, dans le sens déterminé par les forces productives et leurs rapports.

Conformisme, réformisme, antiformalisme

On ne peut exposer des principes et des directives sans recourir, malgré la difficulté et la complexité des problèmes, à des schémas de simplification. Dans ce but, nous distinguerons trois types de mouvements politiques qui permettront de les caractériser tous.

Sont conformistes les mouvements qui luttent pour conserver intégralement les formes et les institutions en vigueur, et interdisent toute transformation, et se réclament de principes immuables, qu'ils soient de caractère religieux, philosophique ou juridique.

Sont réformistes les mouvements qui, tout en ne désirant pas le bouleversement brusque et violent des institutions traditionnelles, se rendent compte de la pression trop forte que les forces productives exercent sur elles et préconisent des modifications graduelles et partielles de l'ordre existant.

Sont révolutionnaires (nous adopterons le terme provisoire d'antiformistes) les mouvements qui revendiquent et mettent en pratique l'attaque aux vieilles formes, et qui même avant de savoir théoriser les caractères du nouveau régime, tendent à briser l'ancien, provoquant la naissance irrésistible de formes nouvelles.

Toute schématisation présente un danger d'erreurs. On peut se demander si la dialectique marxiste ne pourrait pas, elle aussi, conduire à construire un modèle général et artificiel des événements historiques, en réduisant tout leur développement à une succession dans la domination des classes qui naissent révolutionnaires, grandissent réformistes et finissent conservatrices. L'avènement de la société sans classe par la victoire révolutionnaire de la classe prolétarienne pose un terme suggestif à ce développement (ce que Marx a appelé « la fin de la préhistoire humaine »). Mais ce terme pourrait sembler n'être qu'une construction métaphysique, comme celles des fallacieuses idéologies du passé. Hegel (comme déjà à l'époque Marx le démontra) réduisait son système dialectique à une construction absolue, retombant ainsi, d'une manière inconsciente, dans cette métaphysique qu'il avait surpassée dans la partie destructive de sa critique (reflet philosophique de la lutte révolutionnaire bourgeoise). C'est pourquoi Hegel, couronnant la philosophie classique de l'idéalisme allemand et de la pensée bourgeoise, affirmait cette thèse absurde que l'histoire de l'action et de la pensée devait finalement se cristalliser dans un système parfait, dans la conquête de l'Absolu. La dialectique marxiste élimine une conclusion aussi statique.

Toutefois Engels, dans son exposition classique du socialisme scien-

tifique (comme théorie opposée à l'Utopisme, qui confiait la rénovation sociale à la propagande pour l'adoption d'un projet de société meilleure proposé par un auteur ou par une secte) peut sembler admettre une règle ou loi générale du mouvement historique quand il emploie des expressions telles que *la marche en avant, le monde progresse*. Ces vigoureuses formules de propagande ne doivent pas faire croire qu'on ait découvert une recette dans laquelle on puisse enfermer le monde infini des évolutions possibles de la société humaine, recette qui prendrait la place des habituelles abstractions bourgeoises de l'évolution, de la civilisation, du progrès, etc.

Le merveilleux avantage de l'arme dialectique de recherche est lui aussi essentiellement révolutionnaire : il se manifeste par l'implacable destruction des innombrables systèmes théoriques qui, tour à tour, revêtent la domination des classes privilégiées. A ce cimetière d'idoles brisées, nous devons substituer non pas un nouveau mythe, une nouvelle parole, un nouveau credo, mais l'expression réaliste des conditions de fait et du développement optimum qu'on peut leur prévoir.

Par exemple, la formulation marxiste correcte n'est pas : « un jour, le prolétariat prendra le pouvoir politique, détruira le système social capitaliste et construira l'économie communiste » ; mais, inversement : « c'est seulement par son organisation en classe, et donc en parti politique, et l'instauration armée de sa dictature, que le prolétariat pourra détruire le pouvoir et l'économie capitalistes et rendre possible une économie non capitaliste et non mercantile ». Du point de vue scientifique, nous ne pouvons pas exclure une fin différente de la société capitaliste, comme pourrait l'être le retour à la barbarie, une catastrophe mondiale due aux armes de guerre ayant, par exemple, le caractère d'une dégénérescence pathologique de la race (les aveugles et ceux qui sont condamnés à la désagrégation radioactive de leurs tissus à Hiroshima et Nagasaki sont un avertissement) ou d'autres formes qu'on ne peut prévoir encore aujourd'hui.

Interprétation des caractères de la période historique contemporaine : critère dialectique d'évaluation des institutions et des solutions sociales passées et présentes

Le mouvement communiste révolutionnaire de cette époque de convulsions doit être caractérisé non seulement par la destruction théorique de tout conformisme et de tout réformisme du monde contemporain, mais encore par cette position pratique et, comme l'on dit, tactique, qu'il n'existe plus de route commune avec un quelconque mouvement, conformiste ou réformiste, y compris dans des secteurs ou pour des périodes limitées. Il doit surtout se fonder sur cet acquis historique irrévocable que le capitalisme bourgeois a désormais épuisé tout élan antiformiste, c'est-à-dire qu'il n'a plus aucune tâche historique générale de destruction des formes précapitalistes et de résistance à des menaces de restauration de celles-ci.

Il ne s'agit pas là de nier que tant que les puissantes forces du devenir capitaliste, qui ont accéléré à un rythme inouï la transformation du monde, se développaient dans ces

dernières conditions, le mouvement de la classe prolétarienne pouvait et devait, d'une manière dialectique, à la fois le condamner du point de vue doctrinal et l'appuyer dans l'action.

Une différence essentielle entre la méthode métaphysique et la méthode dialectique réside justement en cela.

Un type donné d'institutions et d'organisations sociales et politiques n'est pas en lui-même bon ou mauvais, à accepter ou à repousser après examen de ses caractéristiques selon des règles ou des principes généraux.

En suivant l'interprétation dialectique de l'histoire, chaque institution a eu, successivement, un rôle et des effets d'abord révolutionnaires, puis progressifs, en enfin conservateurs.

Il s'agit, pour chaque aspect du problème, de mettre à leur place les forces productives et les facteurs sociaux pour en déduire le sens du conflit politique qui exprime leurs rapports.

C'est une position métaphysique que de se déclarer par principe autoritaire ou libertaire, royaliste ou républicain, aristocrate ou démocrate, et de se référer dans la polémique à des règles placées en dehors de la conjoncture historique. Déjà le vieux Platon, dans la première tentative systématique de science politique, avait surpassé l'absolutisme mystique des principes, et Aristote le suivit en distinguant dans les trois types : pouvoir d'un seul, de quelques-uns, de beaucoup, les formes bonnes et mauvaises : monarchie et tyrannie, aristocratie et oligarchie, démocratie et démagogie.

L'analyse moderne, surtout depuis Marx, va beaucoup plus au fond des choses. Dans la phase historique actuelle la presque totalité des formules politiques de propagande utilise les pires motifs traditionnels des superstitions religieuses, juridiques et philosophiques de toutes sortes.

On doit opposer à tout ce chaos d'idées — reflet du chaos des rapports d'intérêts d'une société en décomposition — l'analyse dialectique des rapports actuels des forces réelles. Pour introduire cette analyse il est nécessaire de procéder à une évaluation analogue concernant des rapports bien connus d'époques historiques précédentes.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple économique : l'économie marchande

Cela n'a aucun sens de se déclarer partisan en général d'une économie communautaire ou privée, libérale ou monopoliste, individuelle ou collective, et de vanter les mérites de chaque système en vue du bien-être général : en procédant ainsi on tomberait dans l'utopie qui est exactement l'inverse de la dialectique marxiste.

L'exemple classique de Engels sur le communisme comme « négation de la négation » est bien connu. Les premières formes de la production humaine furent communistes, ensuite apparut la propriété privée, système beaucoup plus complexe et efficace. A partir de celle-ci la société humaine retourne au communisme. Ce communisme moderne serait irréalisable

si le communisme primitif n'avait pas été dépassé, vaincu et détruit par le système de la propriété privée. Le marxiste considère cette transformation initiale comme un avantage. Ce que nous disons du communisme peut s'appliquer également à toutes les autres formes économiques comme l'esclavage, le servage de la glèbe, le capitalisme manufacturier, industriel, monopoliste et ainsi de suite.

L'économie marchande, dans laquelle les objets susceptibles de satisfaire les besoins humains cessèrent, au sortir de la barbarie, d'être directement acquis et consommés par le producteur primitif pour devenir objets d'échange, par le moyen du troc d'abord, grâce à l'équivalent monétaire ensuite, représenta une grandiose révolution sociale.

Elle rendit possible l'affectation de différents individus à divers travaux productifs, élargissant et différenciant énormément les caractères de la vie sociale. On peut reconnaître ces changements tout en affirmant qu'après une série de types d'organisation économique basés sur le principe monétaire, on tend aujourd'hui vers une économie non marchande. En d'autres termes, on peut tout à la fois reconnaître le caractère révolutionnaire de l'économie marchande et repousser comme actuellement conformiste et réactionnaire la thèse suivant laquelle la production serait impossible en dehors de l'échange monétaire des marchandises.

L'abolition de l'économie marchande peut se soutenir aujourd'hui, et seulement aujourd'hui, du fait du développement du travail associé et de la concentration des forces productives. Le capitalisme, dernière des économies marchandes, en réalisant ce développement et cette concentration, rend possible de briser les limites dans lesquelles toutes les valeurs d'usage circulent en tant que marchandises et le travail humain lui-même est traité comme tel.

Un siècle avant ce stade, une critique du système marchand basée sur des raisonnements généraux à fond philosophique, juridique ou moral, aurait été une pure folie.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple social : la famille

Les divers types d'agrégats sociaux qui sont successivement apparus et à travers lesquels la vie collective s'est différenciée de l'individualisme primitif, parcourant un cycle immense qui a rendu toujours plus complexes les rapports dans lesquels vit et agit l'individu, ne peuvent pas, individuellement considérés, être jugés favorablement ou défavorablement. Ils doivent être considérés par rapport au développement historique qui leur a donné un rôle variable dans les diverses transformations et révolutions.

Chacune de ces institutions surgit comme une conquête révolutionnaire, se développe et se réforme en de longs cycles historiques, devient enfin un obstacle réactionnaire et conformiste.

L'institution de la famille apparaît comme première forme sociale lorsque, dans l'espèce humaine, le lien entre les parents et la progéniture se prolonge bien plus longtemps qu'il n'est physiologiquement nécessaire.

La première forme d'autorité naît alors, exercée par la mère, puis par le père, sur leurs descendants, alors même que ceux-ci sont physiquement développés et vigoureux. Là aussi, nous sommes en présence d'une révolution puisqu'apparaît la première possibilité d'une vie collective organisée et que se constitue la base du développement qui conduira ultérieurement à la première forme de société organisée et d'Etat.

La vie sociale devenant toujours plus complexe dans les phases successives de ce développement, l'autorité d'un homme sur l'autre s'étend bien au delà des limites de la parenté et du sang. Le nouvel agrégat social, plus vaste, contient et discipline l'institution de la famille, comme c'est le cas dans les premières cités, Etats et régimes aristocratiques, puis dans le régime bourgeois, tous fondés sur l'institution tabou de l'héritage.

Lorsqu'apparaît la nécessité d'une économie qui dépasse le jeu des intérêts individuels, l'institution de la famille, avec ses limites trop étroites, devient un obstacle et un élément réactionnaire dans la société.

Sans donc en avoir nié la fonction historique, les communistes modernes, après avoir remarqué que le système capitaliste a déjà déformé et désagrégé la fameuse sainteté de cette institution, la combattent ouvertement et se proposent de la supprimer.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple politique : monarchie et république

Les différentes formes d'Etat, comme la monarchie et la république, alternent au cours de l'histoire de manière complexe et peuvent l'une comme l'autre avoir représenté, dans les différentes situations historiques, des énergies ou révolutionnaires ou progressives ou conservatrices.

On peut en général admettre qu'avant de disparaître, le capitalisme parviendra à liquider les régimes dynastiques aujourd'hui périmés, mais on ne doit pas dans cette question procéder par jugements absolus situés en dehors de l'espace et du temps.

Les premières monarchies apparurent comme l'expression politique de la division des tâches matérielles ; tels éléments de l'agrégat familial ou de la tribu primitive se chargeaient de la défense ou du pillage par les armes contre les autres groupes et peuples ; les autres se rendaient à la chasse, à la pêche, aux travaux de l'agriculture ou de l'artisanat naissant. Les premiers guerriers et rois fondèrent ainsi le privilège du pouvoir sur des risques majeurs. Là encore nous voyons apparaître des formes sociales plus développées et complexes auparavant impossibles, représentant la voie vers une révolution dans les rapports sociaux.

Aux époques suivantes, l'institution monarchique rendit possible la constitution et le développement de vastes organisations étatiques nationales contre le fédéralisme des satrapes et des petits seigneurs et elle eut une fonction innovatrice et réformatrice. Dante est le grand réformiste monarchiste du début des temps modernes.

Plus récemment et dans bien des pays, la monarchie, mais non moins la république, a revêtu la forme du plus strict pouvoir de classe de la bourgeoisie.

Il peut avoir existé des mouvements et partis républicains à caractère

révolutionnaire, d'autres à caractère réformiste, d'autres enfin à caractère nettement conservateur.

Pour en rester à des exemples accessibles et simplifiables, le Brutus qui chassa Tarquin fut révolutionnaire; les Gracques qui cherchèrent à donner à la république aristocratique un contenu conforme aux intérêts de la plèbe furent réformistes; les républicains traditionnels comme Caton et Cicéron, qui luttèrent contre la grandiose évolution historique représentée par l'expansion de l'Empire romain et de ses formes juridiques et sociales dans le monde, furent conformistes et réactionnaires.

La question est complètement faussée quand on recourt à des lieux communs sur le césarisme et la tyrannie ou, à l'opposé, aux principes de la liberté républicaine et semblables motifs réthorico-littéraires.

Parmi les exemples modernes, il suffit de retenir comme type respectivement antiformaliste, réformiste et conformiste les trois républiques françaises de 93, 48 et 71.

L'évaluation dialectique des formes historiques.

Exemple idéologique : la religion chrétienne

Les crises survenues dans les formes économiques se reflètent non seulement dans les institutions politiques et sociales, mais aussi dans les croyances religieuses et les opinions philosophiques.

C'est par rapport aux situations historiques et aux crises sociales que l'on devra considérer les positions juridiques, confessionnelles ou philosophiques. Chacune apparaît successivement comme bannière révolutionnaire, progressive ou conformiste.

Le mouvement qui porte le nom du Christ fut antiformaliste et révolutionnaire. Affirmer que chez tout homme existe une âme d'origine divine et destinée à l'immortalité, quelle que soit la position sociale ou de caste de celui-ci, équivalait à s'insurger en révolutionnaire contre les formes oppressives et esclavagistes de l'Orient antique. Tant que la loi admit que la personne humaine puisse être une marchandise, objet de transactions tout comme l'animal, affirmer l'égalité des croyants fut un mot d'ordre de lutte qui se heurta implacablement à la résistance de l'organisation théocratique des juges, des aristocrates et des militaires des Etats de l'antiquité.

Après de longues phases historiques et l'abolition de l'esclavage, le christianisme devint religion officielle et pilier de l'Etat.

Il connut son cycle réformiste dans l'Europe des temps modernes en luttant contre la liaison excessive de l'Eglise aux couches sociales les plus privilégiées et les plus oppressives.

Aujourd'hui, il ne peut y avoir d'idéologie plus conformiste que celle du christianisme, qui déjà à l'époque de la Révolution française fut, en tant qu'organisation et doctrine, l'arme la plus puissante de la résistance des vieux régimes.

Aujourd'hui, le puissant réseau de l'Eglise et la suggestion religieuse,

partout réconciliés et officiellement en accord avec le régime capitaliste sont employés comme moyen fondamental de défense contre la menace de la révolution prolétarienne.

Dans les rapports sociaux d'aujourd'hui, il est désormais acquis depuis longtemps que chaque individu particulier représente une entreprise économique théoriquement susceptible d'un actif et d'un passif commerciaux. La superstition qui enferme chaque individu dans le cercle du bilan moral de ses actes et dans l'illusion d'une vie d'outre-tombe déterminée par ce bilan n'est que le reflet dans le cerveau des hommes du caractère même de la présente société bourgeoise, fondée sur l'économie privée.

Il n'est donc pas possible de mener la lutte pour briser les limites d'une économie d'entreprises privées et de bilans individuels sans prendre ouvertement une position antireligieuse et anti-chrétienne.

Le cycle capitaliste : phase révolutionnaire

Dans les principaux pays, la bourgeoisie moderne a déjà présenté trois phases historiques caractéristiques.

La bourgeoisie apparaît comme classe ouvertement révolutionnaire et mène une lutte armée pour briser les chaînes par lesquelles l'absolutisme féodal et clérical lie les forces productives des paysans à la terre et celles des artisans au corporatisme médiéval.

La nécessité de se libérer de ces chaînes coïncide avec celle du développement des forces productives qui, avec les ressources de la technique moderne, tendent à concentrer en grandes masses les travailleurs.

Pour donner un libre développement à ces nouvelles formes économiques, il faut abattre par la force les régimes traditionnels. La classe bourgeoise, non seulement mène la lutte insurrectionnelle, mais réalise après sa première victoire une dictature de fer pour empêcher les monarques, les seigneurs féodaux et les dignitaires ecclésiastiques de revenir à la charge.

La classe capitaliste apparaît dans l'histoire comme une force antiformaliste et ses forces imposantes la conduisent à briser tous les obstacles matériels et idéaux; ses penseurs renversent les canons antiques et les vieilles croyances de la manière la plus radicale.

Aux théories de l'autorité de droit divin, elle substitue celles de la souveraineté populaire, de l'égalité et de la liberté politiques et elle proclame la nécessité des institutions représentatives, prétendant que grâce à elles le pouvoir sera l'expression d'une volonté collective, librement manifestée.

Le principe libéral et démocratique apparaît comme nettement révolutionnaire et antiformaliste dans cette phase, d'autant plus qu'il n'est pas appliqué par les voies pacifiques et légales, mais au travers de la violence et de la terreur révolutionnaires, et que la classe victorieuse le défend contre les restaurations réactionnaires par la dictature.

Le cycle capitaliste : phase évolutionniste et démocratique

Dans la seconde phase, le régime capitaliste désormais stabilisé, la bourgeoisie se proclame la représentante du meilleur développement de toute la collectivité sociale et de son bien-être et traverse une phase relativement tranquille de développement des forces productives, de soumission de tout le monde habité à son propre système et d'intensification du rythme économique d'ensemble. C'est la phase progressive et réformatrice du cycle capitaliste.

Dans cette phase, le mécanisme démocratique parlementaire fonctionne parallèlement à l'orientation réformatrice, la classe dirigeante étant en effet intéressée à ce que sa propre organisation apparaisse comme susceptible de représenter et de refléter les intérêts et les revendications des classes travailleuses. Ses gouvernants prétendent pouvoir satisfaire celles-ci par des mesures économiques et législatives tout en laissant subsister les piliers juridiques du système bourgeois. Le parlementarisme et la démocratie n'ont plus un caractère de mot d'ordre révolutionnaire, mais prennent un contenu réformatrice qui assure le développement du système capitaliste en conjurant les heurts violents et les explosions de la lutte des classes.

Le cycle capitaliste : phase impérialiste et fasciste

La troisième phase est celle de l'impérialisme moderne caractérisé par la concentration monopoliste de l'économie, la formation des syndicats et trusts capitalistes et les grands plans d'Etat.

L'économie bourgeoise se transforme et perd les caractères du libéralisme classique, dans lequel chaque patron d'entreprise était autonome dans ses décisions économiques et dans ses rapports d'échange. Une discipline de plus en plus stricte s'impose à la production et à la distribution ; les indices économiques ne résultent plus du libre jeu de la concurrence, mais de l'influence d'associations de capitalistes d'abord, d'organes de concentration bancaire et financière ensuite, et enfin directement de l'Etat. L'Etat politique qui dans l'acceptation marxiste était le comité des intérêts de la classe bourgeoise et qui, tant comme gouvernement que comme police, protégeaient ceux-ci, s'affirme de plus en plus comme organe de contrôle et même de gestion de l'économie.

Cette concentration des attributions économiques dans les mains de l'Etat ne peut être interprétée comme un acheminement de l'économie privée vers l'économie collective, à moins d'ignorer que l'Etat contemporain exprime uniquement les intérêts d'une minorité et que toute nationalisation réalisée dans le cadre des formes mercantiles d'échange conduit à une concentration qui renforce le caractère capitaliste de l'économie au lieu de l'affaiblir. Le développement politique des partis de la classe bourgeoise dans cette phase contemporaine (comme Lénine l'a clairement démontré dans sa critique de l'impérialisme moderne) conduit à des formes plus étroites d'oppression ; l'avènement des régimes totalitaires et fascistes en fut la manifestation. Ces régimes constituent le type politique le plus moderne de la société bourgeoise et l'évolution actuelle, qui deviendra toujours plus évidente, les voit se répandre dans le monde. Un aspect parallèle de cette concentration politique réside dans la prédominance absolue de quelques grands Etats aux dépens de l'autonomie des Etats moyens et mineurs.

L'apparition de cette troisième phase capitaliste ne peut pas être confondue avec le retour d'institutions et de formes précapitalistes, étant donné qu'elle s'accompagne d'un accroissement vraiment vertigineux de la dynamique industrielle et financière ignoré tant en qualité qu'en quantité du monde prébourgeois.

Le capitalisme répudie de fait l'appareil démocratique et représentatif et constitue des centres de gouvernement absolument despotiques.

Dans quelques pays il a déjà théorisé et proclamé la formation du parti unique totalitaire et la centralisation hiérarchique, dans d'autres il continue à employer des mots d'ordre démocratiques désormais sans contenu, tout en marchant inexorablement dans le même sens.

Pour une appréciation correcte du procès historique contemporain, la position essentielle est la suivante : l'époque du libéralisme et de la démocratie est close et les revendications démocratiques qui eurent jadis un caractère révolutionnaire, puis progressif et réformatrice, sont aujourd'hui anachroniques et nettement conformistes.

La stratégie prolétarienne dans la phase de la révolution bourgeoise

Le cycle du mouvement prolétarien correspond à celui du monde capitaliste.

Dès la formation du grand prolétariat industriel, commence à apparaître la critique des formulations économiques, juridiques et politiques de la bourgeoisie ; on découvre que la classe bourgeoise ne libère, ni n'émancipe l'humanité, mais substitue sa propre domination de classe et sa propre exploitation à celles des classes qui la précèdent, et on théorise cette découverte.

Toutefois, les travailleurs de tous les pays ne peuvent pas ne pas lutter aux côtés de la bourgeoisie pour le renversement des institutions féodales et ils ne tombent pas dans les suggestions d'un socialisme réactionnaire qui, brandissant le spectre du nouveau patron capitaliste impitoyable, appelle les ouvriers à une alliance avec les classes dirigeantes monarchiques et agrariennes.

Même dans la lutte que les jeunes régimes capitalistes mènent pour repousser les restaurations réactionnaires, le prolétariat ne peut refuser son appui à la bourgeoisie.

La stratégie de classe du prolétariat naissant prévoyait la réalisation de mouvements anti-bourgeois sur l'élan même de la lutte insurrectionnelle menée aux côtés de la bourgeoisie, de manière à arriver immédiatement à une libération simultanée de l'oppression féodale et de l'exploitation capitaliste.

On trouve une manifestation embryonnaire de ce fait dès la grande révolution française avec la Ligue des Egaux de Babeuf. Théoriquement, le mouvement n'est aucunement mûr ; mais la bourgeoisie jacobine exerçant, une fois victorieuse, une répression implacable contre les ouvriers qui avaient combattu pour elle et pour ses intérêts donna une leçon historique significative.

A la veille de la vague révolutionnaire bourgeoise et nationale de

1848, la théorie de la lutte de classe est déjà complètement élaborée, les rapports entre bourgeoisie et prolétariat étant désormais bien clairs à l'échelle européenne et mondiale.

Marx, dans le *Manifeste Communiste*, projette l'alliance avec la bourgeoisie contre les partis de la restauration monarchique en France et du conservatisme prussien, en même temps que le développement immédiat vers une révolution visant à la conquête du pouvoir par la classe ouvrière. Dans cette phase historique également, la tentative de révolte des travailleurs est impitoyablement réprimée, mais la doctrine et la stratégie de classe correspondant à cette phase s'affirment toujours dans la voie historique de la méthode marxiste.

La grandiose tentative de la Commune de Paris se produit dans la même situation et correspond aux mêmes appréciations historiques. Alors, le même prolétariat français, après avoir renversé Bonaparte et assuré la victoire de la République bourgeoise, tente encore une fois la conquête du pouvoir et donne, ne serait-ce que pour quelques mois, le premier exemple historique de son gouvernement de classe.

Ce qu'il y a de plus suggestif et significatif dans cet épisode, c'est l'alliance antiprolétarienne sans condition des démocrates bourgeois avec les conservateurs et même avec l'armée prussienne victorieuse pour écraser la première tentative de dictature du prolétariat.

Tendances du mouvement socialiste dans la phase démocratico-pacifiste

Dans la seconde phase, où les réformes des cadres de l'économie bourgeoise s'accompagnent du plus large emploi des systèmes représentatifs et parlementaires, une alternative de portée historique se pose au prolétariat.

Dans le domaine théorique se pose une question d'interprétation de la doctrine révolutionnaire considérée comme critique des institutions bourgeoises et de toutes les idéologies qui les défendent.

La chute de la domination capitaliste et la substitution à celle-ci d'un nouvel ordre économique adviendra-t-elle par un heurt violent, ou bien pourra-t-on y arriver par des transformations graduelles et en utilisant le légalitarisme parlementaire ?

Pratiquement se pose la question de savoir si le parti de la classe ouvrière doit s'associer, non plus à la bourgeoisie contre les forces des régimes précapitalistes (ces dernières étant désormais disparues) mais au moins à une partie avancée et progressive de cette bourgeoisie, plus disposée à en réformer l'organisation ?

Les courants révisionnistes du marxisme se développent pendant l'intermède idyllique que connaît le monde capitaliste entre 1871 et 1914. Falsifiant les directives et les textes fondamentaux de la doctrine, ils constituent une nouvelle stratégie selon laquelle de vastes organisations économiques et politiques de la classe ouvrière doivent préparer une transformation graduelle de tout l'engrenage économique capitaliste en pénétrant et en conquérant légalement les institutions politiques.

Les polémiques qui accompagnent cette phase divisent le mouvement prolétarien en tendances opposées ; bien qu'en général ne se pose pas la question de l'assaut insurrectionnel pour briser le pouvoir bourgeois, les gauches marxistes résistent vigoureusement aux excès de la tactique de collaboration sur le plan syndical et parlementaire ainsi qu'à la proposition de soutenir les gouvernements bourgeois et de faire participer les partis socialistes à des coalitions ministérielles.

C'est alors que s'ouvre la crise très grave du mouvement socialiste mondial, déterminée par l'éclatement de la guerre de 1914 et par le passage d'une grande partie des chefs syndicaux et parlementaires à la politique de collaboration nationale et d'adhésion à la guerre.

Tactique prolétarienne dans la phase du capitalisme impérialiste et du fascisme

Dans la troisième phase, le capitalisme se trouve devant la double nécessité de continuer à développer les forces productives et d'éviter qu'elles ne rompent l'équilibre de son organisation. C'est pourquoi il est contraint de renoncer aux méthodes libérales et démocratiques, menant de pair la concentration dans de puissants organes étatiques, de la vie économique d'une part, et de sa domination politique de l'autre. Dans cette phase également, deux alternatives se posent au mouvement ouvrier.

Du point de vue théorique on doit affirmer que ces formes plus strictes de la domination de classe du capitalisme constituent une phase NECESSAIRE, plus évoluée et plus moderne, que le capitalisme parcourra pour arriver à la fin de son cycle et en épuiser les possibilités historiques.

Elles ne sont donc nullement une aggravation passagère des méthodes politiques et policières, après quoi l'on pourrait ou devrait retourner aux formes de prétendue tolérance libérale.

Du point de vue tactique, il est faux et illusoire de prétendre que le prolétariat doit entreprendre une lutte pour pousser le capitalisme à revenir à des concessions libérales et démocratiques, car le climat de la démocratie politique n'est plus nécessaire à l'accroissement ultérieur des énergies productives capitalistes, prémisses indispensables de l'économie socialiste.

Dans la première phase révolutionnaire bourgeoise, non seulement l'histoire posait cette question, mais cette dernière trouvait une solution dans une lutte parallèle des forces du tiers et du quart état, l'alliance entre les deux classes étant une étape indispensable sur la route vers le socialisme.

Dans la seconde phase, on pouvait légitimement poser la question d'une action parallèle entre démocratie réformiste et partis ouvriers socialistes. Si l'histoire a justifié la réponse négative de la gauche marxiste révolutionnaire, la droite révisionniste et réformiste ne peut être considérée comme un mouvement conformiste avant la fatale dégénérescence de 1914-1918. Si, en effet, elle croyait plausible que la route de l'histoire tournât à un rythme lent, elle ne tentait pas encore de la faire tourner en arrière. Il faut rendre cette justice aux Bebel, Jaurès et Turati.

Dans la phase actuelle de l'impérialisme le plus avide et des guerres mondiales les plus féroces, la question d'une action parallèle entre la classe prolétarienne et la démocratie bourgeoise ne se pose plus historiquement. Ceux qui soutiennent le contraire ne représentent plus une alternative, une version, une tendance du mouvement ouvrier : ils ne font que couvrir leur passage total au conformisme conservateur.

La seule alternative qui se pose aujourd'hui et à laquelle il faut répondre est devenue autre. Le développement et l'évolution du monde et du régime capitaliste se font dans un sens centralisé, totalitaire et « fasciste » : le mouvement prolétarien doit-il allier ses forces à ce mouvement devenu le seul aspect REFORMISTE de la domination du régime et de la bourgeoisie ? Peut-on espérer insérer la naissance du socialisme dans cette avance inexorable de l'étatisme capitaliste en aidant à disperser les ultimes résistances traditionnelles des libre-échangistes et libéraux, bourgeois conformistes de la première manière ?

Ou au contraire le mouvement ouvrier, durement frappé et disloqué pour n'avoir pas été capable de réaliser son indépendance vis-à-vis de la collaboration de classe dans la phase des deux guerres mondiales, doit-il se reconstruire en rejetant une telle méthode et l'illusion qu'il puisse se représenter historiquement une organisation bourgeoise pacifique susceptible d'une pénétration légale ou du moins plus vulnérable à l'assaut des masses (deux formes également dangereuses de défaitisme vis-à-vis de tout mouvement révolutionnaire) ?

La méthode dialectique du marxisme conduit à répondre négativement à cette question d'une alliance avec les nouvelles formes modernes bourgeoises, pour les mêmes raisons qui, hier, amenait à combattre l'alliance avec le réformisme de la phase démocratique et pacifiste.

Le capitalisme, prémisses dialectiques du socialisme, n'a plus besoin d'une aide pour naître (en affirmant sa dictature révolutionnaire) ni pour croître (dans son organisation libérale et démocratique).

Dans la phase moderne il doit inévitablement concentrer son patrimoine économique et sa forme politique en une unité monstrueuse.

Son transformisme et son réformisme assurent son développement en même temps que sa conservation.

Le mouvement de la classe ouvrière n'évitera de succomber à sa domination qu'en sortant du terrain de l'aide aux phases, même nécessaires, du devenir capitaliste, en réorganisant ses forces en dehors de ces perspectives périmées, en se dégageant du poids des vieilles traditions et en dénonçant, avec déjà toute une époque historique de retard, son accord tactique avec toute forme de réformisme.

La révolution russe ; erreurs et déviations de la III^e Internationale ; régression du régime prolétarien russe

A la fin de la première guerre mondiale, la crise du régime tsariste, cette organisation d'Etat féodale demeurée en place à l'époque du plein développement capitaliste de l'Europe, représente le problème historique le plus brûlant.

La gauche marxiste (Lénine et les bolchéviks) avait déjà établi sa position depuis des dizaines d'années, avec la perspective stratégique de mener la lutte pour la dictature du prolétariat simultanément à celle de toutes les forces anti-absolutistes pour le renversement de l'Empire féodal.

La guerre permit de réaliser ce plan grandiose et de concentrer dans les délais restreints de neuf mois le passage du pouvoir des mains de la dynastie, de l'aristocratie et du clergé à celles du prolétariat, en passant par une parenthèse de gouvernement des partis bourgeois démocratiques.

Ce grandiose événement éclaira d'une vive lueur les questions relatives à la lutte des classes, à la lutte pour le pouvoir et à la stratégie de

la révolution ouvrière, tout en donnant une énorme impulsion au regroupement des révolutionnaires du monde entier.

Dans ce bref délai, la stratégie et la tactique du parti révolutionnaire avaient traversé toutes les phases : lutte aux côtés de la bourgeoisie contre le vieux régime ; lutte contre cette même bourgeoisie dès qu'elle tenta de construire son propre Etat sur les ruines du vieil Etat féodal ; rupture et lutte contre les partis réformistes et gradualistes du mouvement ouvrier, jusqu'au monopole exclusif du pouvoir dans les mains de la classe ouvrière et du parti communiste.

La répercussion historique de ces faits sur le mouvement ouvrier fut une défaite écrasante pour les tendances révisionnistes et de collaboration ; dans tous les pays les partis prolétariens furent poussés à se placer sur le terrain de la lutte armée pour le pouvoir.

Mais de fausses interprétations conduisirent à appliquer la tactique et la stratégie russes dans les autres pays, où l'on crut favoriser, par une politique de coalition, l'établissement d'un régime à la Kérensky auquel on aurait ensuite porté un coup mortel grâce à un audacieux tournant.

On oubliait ainsi qu'en Russie les phases successives du mouvement se reliaient intimement à la formation tardive de l'Etat politique proprement capitaliste, tandis que dans les autres pays celui-ci s'était stabilisé depuis un bon siècle ou du moins quelques dizaines d'années et était d'autant plus fort que sa structure juridique était plus nettement démocratique et parlementaire.

On ne comprit pas que les alliances entre bolchéviks et non-bolchéviks dans les batailles insurrectionnelles et même quelques fois dans la lutte pour conjurer des tentatives de restauration féodale représentaient historiquement le dernier exemple d'un rapport déterminé des forces politiques. La révolution prolétarienne en Allemagne par exemple, si elle s'était dégagée, comme Marx l'attendait, de la crise de 1848, aurait suivi la même marche tactique que la révolution russe ; par contre en 1918, elle n'aurait pu vaincre que si le parti communiste révolutionnaire avait eu des forces suffisantes pour l'emporter sur le bloc des partisans du Kaiser, des bourgeois et des sociaux-démocrates au pouvoir dans la République de Weimar.

Le mouvement communiste international prouva avoir complètement dévié de la juste stratégie révolutionnaire lorsque, l'Italie donnant le premier exemple d'un type totalitaire de gouvernement bourgeois, il donna au prolétariat la consigne de la lutte pour la liberté et les garanties constitutionnelles au sein d'une coalition antifasciste, position stratégique fondamentalement fautive.

Confondre Hitler et Mussolini, réformateurs du régime capitaliste au sens le plus moderne, avec Kornilov ou les forces de la restauration et de la Sainte Alliance de 1815 a été la plus grande et la pire erreur d'appréciation de l'Internationale et elle a marqué l'abandon total de la méthode révolutionnaire.

La phase impérialiste étant mûre économiquement dans tous les pays modernes, la forme politique fasciste qui lui correspond doit apparaître dans les différents pays du monde, avec toutefois des décalages dans le temps qui dépendent de rapports contingents de force entre les Etats et entre les classes.

Un tel passage pouvait être considéré comme une nouvelle occasion pour des assauts révolutionnaires du prolétariat, mais cette occasion n'autorisait pas à mettre en ligne et à gaspiller les forces de l'avant-garde communiste dans le but illusoire d'empêcher la bourgeoisie de sortir des formes légales, ni à revendiquer une restauration des garanties constitutionnelles du système parlementaire. Tout au contraire, il fallait accepter la fin historique de cet instrument de l'oppression bourgeoise et l'invitation à lutter en dehors de la légalité pour tenter de briser tous les autres appareils — policier, militaire, bureaucratique et juridique — du pouvoir capitaliste et de l'Etat.

Position actuelle du problème de la stratégie prolétarienne

Le passage des partis communistes à la stratégie du grand bloc anti-fasciste qui conduisit aux mots d'ordre de collaboration nationale dans la guerre anti-allemande de 1939, à la Résistance nationale, aux Comités de Libération nationale et jusqu'à la honte de la collaboration ministérielle — tout cela marque la seconde désastreuse défaite du mouvement révolutionnaire mondial.

Celui-ci ne pourra reconstituer sa théorie et son organisation, et mener son action propre, sans lutter de l'extérieur contre cette politique qui est commune aujourd'hui aux partis socialistes et aux partis communistes inspirés de Moscou. Le nouveau mouvement doit se baser sur des directives qui soient précisément le contraire des mots d'ordre répandus par ces mouvements opportunistes. En effet, si la propagande présente leurs positions comme l'étendard du mouvement mondial qui se réclame de l'anti-fascisme, il apparaît clairement à la lumière d'une critique dialectique qu'elles s'insèrent en réalité pleinement dans l'évolution fasciste de l'organisation sociale.

Le nouveau mouvement révolutionnaire du prolétariat à l'époque impérialiste et fasciste se base sur les directives suivantes :

1°) Négation de la perspective selon laquelle, après la défaite de l'Italie, de l'Allemagne et du Japon, une phase de retour général à la démocratie se serait ouverte ; au contraire, affirmation que la fin de la guerre s'accompagne d'une transformation dans le sens et avec les méthodes fascistes des gouvernements bourgeois dans les pays vainqueurs, même et surtout si des partis réformistes et travaillistes y participent. Refus de présenter comme une revendication intéressant la classe prolétarienne, le retour — illusoire — aux formes libérales.

2°) Affirmation que le régime russe actuel a perdu ses caractères prolétariens, parallèlement à l'abandon de la politique révolutionnaire par la

III^e Internationale. Un recul progressif a conduit les formes économiques sociales et politiques à reprendre en Russie des caractères bourgeois. On ne jugera pas cette évolution comme un retour à des formes prétorienues de tyrannie autocratique ou prébourgeoise, mais comme l'avènement, par une voie historique différente, du même type d'organisation sociale évoluée présenté par le capitalisme d'Etat des pays à régime totalitaire, dans lesquels les grands plans ouvrent la voie à un développement important et donnent au pays un potentiel impérialiste élevé.

Face à une telle situation, on ne revendiquera pas le retour de la Russie aux formes de cette démocratie parlementaire qui est en voie de dissolution dans tous les pays modernes, mais au contraire la reconstitution, en Russie également, du parti communiste révolutionnaire et totalitaire.

3°) Refus de toute invitation à cette solidarité nationale des classes et des partis, qu'on réclamait hier pour renverser ce que l'on appelait les régimes totalitaires et pour combattre les Etats de l'Axe et que l'on réclame aujourd'hui pour reconstruire dans le respect de la légalité le monde capitaliste ruiné par la guerre.

4°) Refus de la manœuvre et de la tactique du Front unique, c'est-à-dire refus d'inviter les partis soi-disant socialistes ou communistes, qui n'ont désormais plus rien de prolétarien, à sortir de la coalition gouvernementale pour créer la soi-disant unité prolétarienne.

5°) Lutte à fond contre toute croisade idéologique tendant à mobiliser la classe ouvrière des différents pays sur les fronts patriotiques pour une possible troisième guerre impérialiste en leur demandant soit de se battre pour une Russie rouge contre le capitalisme anglo-saxon, soit d'appuyer la démocratie d'Occident contre le totalitarisme stalinien dans une guerre présentée comme anti-fasciste.

LES TROIS PHASES DU CAPITALISME

LE CYCLE HISTORIQUE DE L'ÉCONOMIE CAPITALISTE

Le mode capitaliste de production existait déjà sous les régimes féodaux, semi-théocratiques et de monarchie absolue. Sa caractéristique économique est le travail associé, dans lequel les opérations nécessaires à la fabrication d'un produit sont confiées à des ouvriers différents qui les accomplissent successivement, et ne sont donc plus réalisables par un seul individu.

Résultat de nouvelles inventions et découvertes, ce fait technique a pour conséquence économique la victoire de la manufacture sur l'atelier artisanal produisant moins et plus cher, et pour conséquence juridique le fait que le travailleur cesse d'être le maître du produit de son travail et ne peut donc plus le porter au marché. C'est le détenteur des outils complexes permettant l'emploi du travail associé qui devient le propriétaire du produit ; il verse une rétribution en argent à ceux qui ont coopéré à la production.

Ainsi apparaissent le capitalisme et le salarié là où n'existait jusqu'alors qu'un seul personnage : l'artisan. Mais les lois de la vieille société empêchent que cette différenciation sociale se généralise : des règles réactionnaires s'opposent à la transformation des techniques et de l'organisation des différents métiers ; le développement de l'industrie qui menace la domination des propriétaires terriens est freiné ; les marchandises ne peuvent circuler librement ni à l'intérieur des différentes nations ni à l'extérieur.

La révolution bourgeoise naît de ce contraste : c'est une guerre sociale déclenchée et conduite par les capitalistes pour se libérer de leur dépendance à l'égard des vieilles classes dominantes ; pour libérer les forces de production des vieux interdits, et la masse des artisans et des petits possédants à la fois de la servitude et des interdits : pour qu'ils puissent devenir des salariés, il faut, en effet, qu'ils soient rendus libres de porter leur force de travail sur le marché.

Telle est la première phase de l'époque bourgeoise. Le mot d'ordre du capitalisme est alors la liberté illimitée de toutes les activités économiques, l'abrogation de toutes les lois, la suppression de tous les obstacles que le pouvoir politique opposait au droit de produire, d'acheter, de faire circuler et de vendre contre argent toutes les marchandises, y compris la force de travail.

Les premières décades du grandiose développement capitaliste constituent la phase libérale du régime. Les entreprises se multiplient et prennent des proportions gigantesques ; les armées du travail deviennent progressivement plus nombreuses ; les marchandises produites atteignent des quantités colossales.

Marx a donné dans *Le Capital* l'analyse de ce type classique d'économie libérée de toute entrave étatique, ainsi que des lois de son développement. Il a expliqué les crises de surproduction auxquelles conduit la course effrénée au profit et les secousses brutales qu'elles provoquent périodiquement : baisse des prix, fermeture et faillite d'entreprises précipitant des groupes entiers de travailleurs dans la misère la plus noire.

Comme classe sociale, le capitalisme a-t-il la possibilité de réagir à ces contradictions économiques inguérissables qui lui sont propres, au cours de son histoire aux aspects locaux variés où alternent avances et reculs ? La réponse de la critique marxiste classique est que jamais la classe bourgeoise ne possédera de théorie sûre ni de connaissance scientifique du devenir historique. Du fait de sa nature et de sa raison d'être, elle ne pourra pas davantage discipliner les forces irrésistibles que, comme l'apprenti-sorcier, elle a elle-même suscitées.

Cette réponse ne doit cependant pas être comprise de façon scolastique, c'est-à-dire dans ce sens que le capitalisme serait privé de toute possibilité de prévoir et même seulement de retarder les catastrophes auxquelles ses exigences vitales le conduisent. Au cours de son second stade historique, il a sans doute rempli sans aucun frein sa mission, qui était de donner le maximum de puissance à son monstrueux appareil de production, et il ne renoncera jamais à produire toujours davantage ; mais il peut lutter pour écouler la masse croissante des produits qui autrement l'étoufferaient, et il le fait en étendant son marché jusqu'aux limites du monde connu. C'est ainsi qu'il entre dans sa troisième phase, celle de l'impérialisme.

Dans cette troisième phase apparaissent de nouveaux phénomènes économiques ayant leur incidence propre, le tout revenant à offrir certaines solutions aux crises partielles périodiques de l'économie bourgeoise. Marx avait certainement prévu ce stade, puisque le développement de la production capitaliste et la conquête des marchés lointains sont des phénomènes historiques parallèles apparus en même temps que le régime lui-même, la découverte des grandes voies de communication commerciales ayant été un des principaux facteurs du triomphe du capitalisme. Mais c'est dans l'étude classique de Lénine « *L'Impérialisme, stade ultime du capitalisme* » que l'on trouve l'analyse des caractéristiques de cette troisième phase, d'ailleurs conduite avec la méthode de Marx.

Déjà évidentes pendant la préparation à la première guerre mondiale, elles n'ont fait que s'accroître depuis. Le système capitaliste a soumis à une révision importante les règles dont il s'inspirait dans sa phase libérale. Le déversement des produits sur le marché mondial s'est accompagné d'une tentative imposante de contrôler les oscillations de prix qui perturbaient l'économie jusqu'à provoquer parfois l'effondrement d'entreprises colossales. Abandonnant l'indivi-

dualisme économique et l'autonomie absolue de l'époque classique, les entreprises bourgeoises se syndiquèrent, des cartels de production, des « trusts » surgirent. Les firmes produisant la même marchandise se lièrent par des pactes rigoureux afin de monopoliser la distribution et de fixer à volonté les prix. Puis, comme la plupart des produits d'une industrie donnée sont en même temps la matière première de l'industrie située au-dessus dans le processus de transformation, des cartels *verticaux* se constituèrent, par exemple pour contrôler la production de certaines machines, et pour fixer les prix de tous les produits successifs, de l'industrie extractive de base jusqu'au dernier échelon de l'industrie de transformation, en passant par les articles semi-finis. En même temps, les banques se développèrent et se concentrèrent. Appuyées sur les plus puissants groupes industriels de chaque pays, elles se mirent à contrôler et à dominer les producteurs moins importants, formant partout de véritables oligarchies financières toujours plus restreintes et fermées. Comme Lénine l'a indiqué dans son « *Impérialisme* », ce capitalisme financier revêt un caractère toujours plus *parasitaire*.

A ce stade, le bourgeois n'a plus sa figure classique de capitaine d'industrie suscitant des forces nouvelles grâce à l'utilisation de la technique moderne et à l'organisation intelligente et habile du travail associé. Il n'est plus dieu le père dans son usine, comme le féodal l'était dans son fief, c'est-à-dire ce créateur romantique en qui les travailleurs doivent reconnaître plus encore un chef qu'un patron puisque c'est lui qui opère la fusion entre leur travail et le mécanisme dont il détient le secret.

Le directeur de l'usine moderne est lui aussi un salarié, quoique plus ou moins co-intéressé aux bénéfices, un serf doré, mais un serf tout de même. Le bourgeois moderne, par contre, n'est pas un technicien de la production, mais un affairiste touchant les dividendes d'actions qu'il détient sans avoir peut-être jamais mis le pied dans une usine ; un membre de la petite oligarchie financière exportant non plus des marchandises, mais des capitaux et des titres, liasses de papier qui lui assurent le contrôle du monde.

Toujours soumise au dynamisme de la concurrence entre firmes, la classe dominante se sert des règlements monopolistes pour la limiter quand elle se sent au bord de la faillite. Les grands centres de l'affairisme bancaire décident pour elle du sort des différentes entreprises, fixant les prix, vendant au besoin au-dessous du prix « normal » et faisant terriblement osciller les valeurs boursières.

Bref, la bourgeoisie fait des efforts gigantesques pour constituer des organes de contrôle qui freineront l'économie, niant du même coup la liberté illimitée qui fut le credo des premières théories économiques capitalistes.

Pour bien comprendre les dernières manifestations de cette troisième phase, on doit comme Lénine la rattacher aux développements politiques dont elle s'accompagne, fixer le rapport entre capital financier monopoliste et état bourgeois, montrer enfin comment la tragédie des grandes guerres et la tendance générale à l'oppression nationale et sociale en dérive.

LE CYCLE HISTORIQUE DE LA DOMINATION POLITIQUE BOURGEOISE

Parallèlement au développement historique du monde capitaliste de production, il faut considérer celui des formes du pouvoir politique de la bourgeoisie.

Comme Engels l'a établi, le communisme scientifique est fondé sur deux grandes découvertes dues à Marx. La première est la loi de la plus-value montrant que l'accumulation du capital repose sur l'extorsion continuelle d'une fraction de leur force de travail aux prolétaires. La seconde est la théorie du matérialisme historique qui voit dans les rapports économiques de production la cause et l'explication non seulement des événements politiques, mais de toute la superstructure idéologique caractérisant les diverses époques de l'histoire et les divers types de société.

A la lumière de la nouvelle méthode et de la nouvelle doctrine, les fondateurs du socialisme scientifique eux-mêmes n'apparaissent plus comme de purs idéologues venus révéler de nouveaux principes aux foules pour les éclairer et les entraîner à leur suite. Ce sont des hommes de science travaillant sur les données de l'histoire et la structure réelle de la société présente et qui, dans cette recherche, se sont efforcés de se libérer de tous les préjugés du passé pour fonder un système de lois expliquant l'évolution historique et permettant de prévoir de façon scientifique et non pas mystique les grandes lignes du développement futur.

La lutte séculaire de la bourgeoisie dans le domaine économique et ses efforts pour déloger les classes féodales et théocratiques de leur position-cléf dans le gouvernement de l'état, ce formidable heurt d'intérêts qui aboutit finalement à la révolution armée et porta la bourgeoisie au pouvoir, a eu son reflet dans une lutte parallèle d'idées et de théories.

La doctrine des vieilles classes dominantes reposait sur les principes de la révélation et de l'autorité, parce que c'était une base commode pour édifier le droit et la coutume sociale permettant à l'oligarchie des guerriers, des nobles et des prêtres de contrôler les masses. Aux époques les plus reculées, la vérité était réputée enfermée dans des Tables immuables qu'on croyait dictées par des puissances supérieures à la raison humaine et qui fixaient les normes de la vie collective. A une époque plus récente, on la cherchait dans la lettre des textes de savants et de maîtres antiques vénérés dont on attendait une réponse à toutes les nouvelles questions du savoir et de l'action.

La critique de la philosophie moderne à ce principe d'autorité a été une arme de la bourgeoisie révolutionnaire naissante qui, dans tous les domaines, entreprit audacieusement de répandre le doute sur toutes les conceptions traditionnelles. A l'autorité, elle opposa la raison, minant le dogme religieux pour mieux miner l'état féodal, c'est-à-dire la monarchie de droit divin fondée sur la solidarité de classe de la noblesse terrienne et de l'Eglise.

Elle forma ainsi une nouvelle idéologie qu'elle sacra vérité universelle et définitive et dont elle célébra le triomphe sur les mensonges de l'obscurantisme religieux et absolutiste. A la lumière de la critique marxiste, cependant, cette idéologie apparaît simplement comme une nouvelle construction répondant à des rapports de classe nouveaux et aux besoins de la classe nouvellement parvenue au pouvoir.

Dans le domaine politique, la bourgeoisie livra un assaut révolutionnaire à l'Etat féodal et se servit du pouvoir conquis pour briser toutes les entraves au développement des forces de production dont elle était elle-même l'expression. La lutte aboutit à une guerre civile, une guerre de classe entre les gardes blancs de l'Ancien Régime et les milices révolutionnaires bourgeoises. Dans l'exemple classique de la révolution de 1789, le Tiers-Etat qui, au début, réclamait simplement sa part dans les institutions publiques jusqu'alors monopolisées par l'aristocratie et le clergé, en arriva rapidement à priver ces classes réactionnaires de toute influence politique. Une nouvelle minorité de patrons de manufactures et de grands commerçants se substitua aux anciennes minorités privilégiées. C'est un aspect essentiel de la révolution que les penseurs et les partis du nouveau régime n'ont pas reconnu ouvertement pour cette bonne raison que, tout en agissant dans le sens dicté par les intérêts de la nouvelle classe, ils ne le comprenaient pas eux-mêmes.

Utilisant la force du Quart-Etat, c'est-à-dire des non-possédants et des travailleurs dans la lutte physique, ce mouvement révolutionnaire bourgeois prétendait s'inspirer, dans l'idéologie, de principes répondant à des intérêts généraux. Ceux-ci étaient présentés comme des valeurs absolues et universelles qui devaient régir tout l'avenir de l'humanité ; on ne comprenait pas qu'ils n'étaient que des formes transitoires correspondant à un tournant déterminé dans les rapports sociaux. On se moquait des vieilles superstitions et des vieux mythes ; mais au nom du doute scientifique, de la liberté de critique et de la raison, on proclamait un mythe nouveau, celui des valeurs et concepts universels. C'est ainsi que dans leurs déclarations révolutionnaires, les bourgeois victorieux parlaient des droits de l'homme et du citoyen *en général*, et proclamaient l'avènement de la Liberté, de l'Egalité et de la Fraternité *pour tous les hommes*.

En tout cas, lors de ce grand bouleversement historique, le Quart-Etat, c'est-à-dire la grande masse des travailleurs sacrifiés au bien-être des privilégiés, aristocrates ou bourgeois, ne pouvait ni disposer des armes critiques qui lui auraient permis de comprendre la portée réelle de la révolution en cours, ni hésiter à soutenir la bourgeoisie dans son assaut héroïque au passé.

Dans cette phase, la bourgeoisie ne voyait aucune contradiction entre les revendications philosophiques de liberté de pensée et d'action *pour tous les hommes* et l'emploi de la dictature et de la terreur pour empêcher une contre-révolution intérieure ou une intervention étrangère de restaurer l'ancien régime. Le sans-culotte athée et encyclopédiste prétendait mener une croisade pour la déesse Liberté, mais il ne trouvait pas incompatible de supprimer en même temps pour l'ennemi de classe la liberté de défendre ses vieux privilèges, en faisant un usage systématique de la guillotine. De même, tout en croyant à la

promesse de liberté pour tous, le prolétariat naissant aida la bourgeoisie arrivée au pouvoir à réprimer impitoyablement les contre-révolutionnaires.

Après la lutte armée pour le pouvoir, la première phase de la domination politique bourgeoise consiste donc dans l'exercice d'une dictature de classe pour extirper tous les vestiges de l'ancienne société et réprimer toute tentative de restauration. Elle a revêtu de multiples aspects selon les pays considérés, présentant une alternance de contre-offensives réactionnaires et de vagues révolutionnaires qui ont fini par l'emporter.

Dans les pays économiquement les plus développés, elle a généralement été suivie d'une seconde phase de longue durée pendant laquelle les horreurs et les excès de la révolution ont été progressivement relégués dans l'ombre. Exerçant désormais sans conteste son contrôle politique sur la société, la nouvelle classe dominante a réussi à trouver les formes de domination les plus aptes à faire croire à une harmonie entre sa gestion du monde et sa métaphysique de liberté, de justice et d'égalité.

En droit pur, il n'existe plus de castes séparées. Tous les citoyens sont théoriquement dans le même rapport avec l'Etat. Ils ont un pouvoir égal de se faire représenter en son sein par ceux qu'ils préfèrent et qui représentent leurs opinions et leurs intérêts. C'est l'âge d'or du système parlementaire et de la démocratie bourgeoise ; on proclame que l'égalité juridique et politique est une conquête fondamentale qui a ouvert la voie d'une amélioration continue des relations sociales et qui exclut de nouveaux heurts révolutionnaires et la répétition des tragédies de la Terreur.

Depuis plusieurs générations déjà, la critique prolétarienne a démasqué radicalement ce mensonge colossal. Son analyse des rapports économiques réels a démontré que la liberté politique et juridique n'est que la liberté de vendre sa propre force de travail qui est en réalité une nécessité implacable, la majorité des hommes n'ayant pas d'autre moyen d'échapper à la faim.

En politique, l'Etat n'est pas l'expression de la volonté d'une majorité populaire, mais le comité de défense des intérêts de la bourgeoisie dominante en faveur de laquelle le mécanisme parlementaire fonctionne exclusivement.

En philosophie, le règne de la raison n'est qu'une tromperie. L'homme ne peut pas user librement de son cerveau quand la liberté et la possibilité de satisfaire les exigences physiologiques et matérielles qui conditionnent toute la dynamique de l'individu lui font défaut ; la limite ainsi imposée à sa raison est autrement rigoureuse que celle des vieux interdits religieux ou des rigueurs de la police absolutiste !

Selon l'interprétation romantique de la littérature bourgeoise de cette seconde phase, il y avait dans chaque village une lumière : l'instituteur, et un éteignoir : le prêtre. Le mensonge de cet éducationnisme et de ce cultisme démocratiques réside dans le fait qu'on ne peut pas attendre de l'homme qu'il se forme une opinion libre et consciencieuse avant d'avoir pu satisfaire ses besoins et défendre ses intérêts. Scientifiquement, logiquement, c'est exactement

le contraire qui doit se produire : d'abord manger, et seulement ensuite, peut-être, se former des opinions.

Non seulement la critique théorique des révolutionnaires, mais les faits de l'histoire la plus récente sont en train de reléguer parmi les fantômes du passé ces hypocrisies de l'idéologie démocratique. Non seulement la panacée du système représentatif bourgeois n'a jamais fait cesser les heurts entre classes aux intérêts opposés à l'intérieur des divers pays, mais le développement des nouvelles formes économiques du capitalisme monopoliste et les luttes pour la suprématie coloniale ont précipité les peuples dans des crises profondes et dans des massacres de loin plus sanglants que la révolution bourgeoise. Non seulement le capitalisme a eu besoin de la lutte armée pour s'ouvrir les voies de l'histoire, mais il emploie et secrète la violence à chaque stade de son développement.

A mesure que le potentiel industriel augmentait et que les armées du travail croissaient en nombre, la conscience critique du prolétariat se précisait et ses organisations se renforçaient. C'est pourquoi en même temps que son libéralisme économique, la bourgeoisie a été obligée d'abandonner son apparente tolérance des idées et des organisations politiques, et de gouverner autoritairement : c'est en cela que réside le sens général de l'époque présente.

Cette nouvelle orientation dans la gestion bourgeoise du monde répond au fait indéniable que les progrès de la science et de la technique ont progressivement privé toutes les activités humaines de l'autonomie qu'elles pouvaient encore conserver dans des sociétés moins modernes, et partant moins complexes ; dans tous les domaines, les initiatives plus ou moins isolées ont fait place à un réseau de rapports d'interdépendance qui se resserre continuellement et s'étend graduellement au globe entier. L'initiative privée, qui a accompli des prodiges avec les audaces des premiers navigateurs et la féroce témérité des colonisateurs de régions lointaines, recule aujourd'hui devant la coordination des activités qui se vérifie aussi bien dans la gestion des services collectifs, dans la recherche scientifique ou dans tout autre domaine que dans la production et la distribution des marchandises. Dans une société disposant de la navigation aérienne, des radio-communications, du cinéma, de la télévision, toutes inventions d'application exclusivement sociale, une quelconque initiative autonome est impensable.

Depuis des décades, la pratique gouvernementale de la classe dominante évolue donc elle aussi, et à un rythme toujours accéléré, vers un contrôle plus étroit et une direction unitaire de la société qui se traduisent par une centralisation croissante de l'Etat.

Cette forme politique est une superstructure du monopolisme et de l'impérialisme. Lénine l'avait prévue dès 1916 lorsqu'il écrivait que les formes politiques de la dernière phase capitaliste ne peuvent être que de tyrannie et d'oppression. Cette phase qui, dans le monde moderne, tend généralement à remplacer le libéralisme classique n'est autre que le fascisme.

Ce serait une énorme erreur scientifique et historique de confondre cette nouvelle forme qui est à la fois une conséquence et une condition de la survi-

vance de l'oppression capitaliste et qui est imposée par les temps modernes avec une réaction menaçant de rétablir un despotisme d'ancien régime (1) : dans la plus grande partie du monde, la bourgeoisie a mis hors de combat et anéanti les forces féodales depuis plus d'un siècle !

Quiconque subit tant soit peu l'influence d'une telle interprétation, et obéit tant soit peu aux préoccupations qui en résultent est en dehors du camp et de la politique communistes.

La nouvelle forme dans laquelle le capitalisme administrera le monde tant que la révolution prolétarienne ne l'aura pas renversé apparaît au cours d'un processus que les méthodes banales et scolastiques de la critique petite-bourgeoise sont impuissantes à déchiffrer.

Les marxistes n'ont jamais tenu compte des objections qui ont été faites à l'instauration du pouvoir prolétarien dans la Russie tsariste et semi-féodale sous le prétexte qu'elle aurait dû d'abord se produire dans un pays industriel et avancé : il savaient bien que les batailles de classe se succèdent à l'échelle et sous l'effet de forces mondiales, éclatant là où les circonstances historiques, comme par exemple la guerre, la défaite, la survivance excessive de régimes décrépits, la bonne organisation du parti prolétarien etc., les favorisent.

Il y a encore moins lieu de s'étonner si le fascisme succède au libéralisme dans les formes et selon les transitions les plus variées chez les différents peuples, car il s'agit d'une transformation beaucoup moins radicale que la révolution, seule changeant la forme de la domination, et non pas la classe dominante.

Du point de vue économique, le fascisme se définit donc comme une tentative du capitalisme de se contrôler et de se freiner lui-même, c'est-à-dire d'amortir, grâce à une discipline centrale, les effets les plus alarmants des contradictions économiques qui conduisent le système à la ruine.

Du point de vue social, c'est une tentative de la bourgeoisie, absolument individualiste à sa naissance, de se donner une conscience collective de classe et d'opposer ses propres organisations politiques et militaires aux forces de classe menaçantes constituées au sein du prolétariat.

Politiquement, le fascisme est le stade où la classe dominante dénonce l'inutilité de la tolérance libérale, revendique la méthode de gouvernement par un seul parti et liquide les anciennes hiérarchies de serviteurs du capital trop gangrenés par l'usage de la fiction démocratique.

Idéologiquement, enfin, il ne renonce ni ne peut renoncer à invoquer des valeurs universelles mythiques ; quoiqu'il les ait dialectiquement niés, il fait siens les postulats libéraux de la collaboration des classes, parle de nation et non de classe, proclame l'égalité juridique de tous les individus et continue

(1) Aussi invraisemblable que cela puisse paraître, telle fut pourtant la position de la direction centriste du Parti Communiste d'Italie, et en particulier de Gramsci, pendant les années où s'affirma le fascisme mussolinien.

à faire passer son appareil d'Etat pour une émanation de toute la collectivité sociale. Tout cela prouve non seulement qu'il n'est pas une révolution, mais qu'il ne constitue même pas une ressource universelle et sûre de la contre-révolution bourgeoise.

La nouvelle mythologie bourgeoise ne sera plus fondée sur la Liberté et l'Égalité, mais sur la Nation, la Patrie, la Race, et sur un Etat presque déifié.

Contre les embarras théoriques et philosophiques, la ressource restera d'invoquer les éternelles valeurs de l'esprit, grâce à laquelle le philistin bourgeois a toujours essayé d'échapper à la dénonciation réaliste et scientifique de son idéologie ; ce pourra être « l'esprit inné en l'homme », ou bien un esprit émanant de la divinité, celle-ci s'étant toujours montré complaisante à l'hypocrisie des oppresseurs et parasites de toutes sortes.

En tout cas, tous les pays capitalistes devront passer par cette phase : économiquement, avec le monopolisme et le capitalisme d'Etat ; socialement, avec l'attaque ouverte des gardes blancs aux organisations de classe du prolétariat révolutionnaire ; politiquement, avec la suppression plus ou moins rapide de la bouffonnerie du parlementarisme pluripartite ; idéologiquement, enfin, en invoquant de prétendues idées universelles et en investissant tels ou tels individus de « missions suprêmes ». Le capitalisme sait bien qu'il n'y a pas d'autre choix : ou bien disperser la classe révolutionnaire et empêcher son offensive ; ou bien disparaître dans la catastrophe finale.

On a eu une première manifestation historique de cette troisième phase en Italie, non pas à cause de particularités du développement capitaliste dans ce pays, mais à cause d'un concours de conditions internationales qui ont influé sur les événements intérieurs : une victoire qui valait une défaite dans la guerre de 1915-18 ; une crise économique due à la forte densité de population et au manque de débouchés pour les marchandises et la force de travail ; une poussée des classes exploitées qui entendaient suivre une politique indépendante et extrémiste ; une instabilité relative de l'appareil d'Etat, etc.

La seconde manifestation, qui s'est présentée en Allemagne a été d'une toute autre portée. Là, sur la base d'un appareil productif, dont la défaite militaire n'avait pas diminué la puissance, le capitalisme a tenté de brûler les étapes pour briser l'étai dans lequel ses rivaux l'avaient enfoncé qui exaspérait la lutte sociale intérieure. Nulle part ailleurs le dilemme posé en 1919 par Lénine devant l'Internationale ne s'est posé de façon aussi brutale : organisation mondiale de l'économie par le capitalisme, ou par les travailleurs — dictature impitoyable de la bourgeoisie, ou dictature du prolétariat.

Dans son « Impérialisme », Lénine a montré qu'il était réactionnaire d'imaginer que le capitalisme puisse économiquement retourner aux premières formes du capitalisme libéral. Aujourd'hui, il faut ajouter qu'il l'est tout autant, en politique, d'espérer un retour au libéralisme et à la démocratie et de croire qu'ils peuvent l'emporter sur la méthode dictatoriale du fascisme dont, à un certain point de l'évolution, la bourgeoisie a besoin pour écraser les organisations de classe autonomes du prolétariat. La perspective révolutionnaire est tout l'opposé : la phase totalitaire épuisera rapidement ses ressources

GUERRES ET CRISES OPPORTUNISTES

contre-révolutionnaires et prendra fin avec l'irruption révolutionnaire de la classe ouvrière. Bien loin de verser des larmes sur la disparition sans appel de libertés bourgeoises mensongères, celle-ci doit employer sa force à détruire la liberté de posséder, d'opprimer et d'exploiter. Des temps héroïques de la révolution antiféodale en passant par la phase pacifiste du libéralisme jusqu'à sa lutte finale actuelle pour défendre les institutions, les privilèges et l'exploitation patronaux, le monde capitaliste n'a jamais eu d'autre drapeau.

Les fascistes ont perdu la dernière guerre, mais le fascisme l'a gagnée. Les principaux Etats capitalistes ayant sauvé leur intégrité et leur continuité historique de cette effroyable crise, le monde bourgeois a pu faire un effort grandiose pour maîtriser les forces qui le menacent. Usant de la tromperie démocratique à une échelle gigantesque, il n'en a pas moins mis sur pied un système qui lui permet de contrôler de plus en plus étroitement les processus économiques, d'immobiliser et de priver de la moindre indépendance tout mouvement social et politique capable de troubler l'ordre constitué. En dépit de leur victoire sur Napoléon, les légitimistes avaient hérité de l'organisation sociale et juridique issue de la révolution : de la même façon, et même s'ils le nient dans de vaines déclarations de principe, les vainqueurs des fascistes et des nazis seront contraints (à plus ou moins brève échéance, de façon plus ou moins claire) de reconnaître par leurs actes mêmes qu'ils ont hérité des vaincus les méthodes totalitaires et autoritaires, les seuls possibles pour administrer un monde terriblement convulsé par la seconde guerre impérialiste.

Cette vérité fondamentale résulte beaucoup plus des efforts quotidiens du capitalisme pour organiser son contrôle économique, social et politique du monde que d'analyses critiques ardues et en apparence paradoxales.

Autrefois individualiste, nationale, libérale, et isolationniste, la bourgeoisie tient aujourd'hui ses congrès mondiaux ; de même que la Sainte-Alliance tenta d'arrêter la révolution bourgeoise par une internationale de l'absolutisme, le monde capitaliste contemporain essaie de constituer la sienne, qui ne peut être que centraliste et totalitaire.

Réussira-t-elle dans sa tâche historique essentielle, qui n'est nullement d'empêcher la résurrection du fascisme, mais de contenir et de briser la force révolutionnaire de l'Internationale prolétarienne ?

Le prolétariat manifeste une activité de classe dès l'avènement du régime bourgeois. Immédiatement après avoir donné au Tiers Etat révolutionnaire son appui, le Quart Etat, c'est-à-dire la classe des travailleurs, tente de se lancer en avant, s'attendant à voir immédiatement réalisées les promesses que la jeune bourgeoisie lui avait prodiguées comme à son allié. Les premiers heurts entre les deux classes se produisent immédiatement. L'appareil d'Etat et la terreur dont la bourgeoisie s'est servie pour briser la contre-révolution sont rapidement dirigés contre les ouvriers. Dans la Révolution française, cet aspect historique est donné par la Ligue des Egaux de Gracchus Babeuf qui toute de suite après la Terreur tente un mouvement pour l'égalité économique et sociale et est impitoyablement réprimé par l'Etat bourgeois.

Dans tous ces premiers mouvements, l'aspect de classe des problèmes est encore très confus. Pour quelques décades encore, les premiers conflits entre patrons et ouvriers, qui, en Angleterre, en France et dans quelques autres pays conduiront à des collisions sanglantes, se présentent comme des phénomènes historiques indépendants des systèmes socialistes et communistes qui formulent alors les premières critiques de la société issue de la révolution politique bourgeoise et qui revendiquent un nouvel ordre social dans lequel l'inégalité économique serait supprimée.

Les théoriciens de ces premiers systèmes ne songeaient pas à confier aux masses sacrifiées la tâche de supprimer elles-mêmes l'injustice économique. Pensant et agissant toujours dans la tradition illuministe, ils croyaient pouvoir s'appuyer sur une vague conscience politique et morale collective, sur les classes dirigeantes elles-mêmes, les chefs d'Etat, les monarques.

Le manque de sens historique et scientifique de ces premières aspirations socialistes va jusqu'à faire faire l'apologie des formes réactionnaires et féodales disparues, pour mieux condamner l'odieuse exploitation capitaliste. Dans des systèmes plus modernes, mais tout aussi incomplets et inadéquats, d'autres socialistes ont accepté tous les postulats et les résultats de la révolution bourgeoise démocratique, et ont cherché à grand peine à greffer sur elle sans solution de continuité historique d'autres revendications susceptibles de réduire l'énorme et croissante inégalité économique entre les classes privilégiées et les salariés sans réserve.

Une des caractéristiques essentielles de la nouvelle doctrine du mouvement prolétarien, proclamée en 1848 dans le *Manifeste des Communistes* de Marx et d'Engels, est d'avoir dépassé toute forme d'utopisme en même temps que formulé la conception matérielle de l'histoire et la théorie économique de la plus-value. Le communisme n'y est plus un projet équitable et parfait de société

future qui devrait prévaloir grâce aux adhésions qu'il recueillera. Il devient le contenu même et l'aboutissant ultime de la lutte de classe incessante entre patrons et ouvriers qui jalonne toute l'histoire du régime bourgeois. L'avènement du socialisme n'est pas un complément et une intégration de la démocratie libérale, mais une nouvelle phase historique qui en constitue la négation dialectique et qui lui succède seulement après que la lutte soit passée par le point culminant de l'insurrection prolétarienne.

Tandis que les bases de la théorie communiste sont ainsi jetées, le mouvement prolétarien grandit aux quatre coins du monde capitaliste. Au travailleur isolé, la conquête de la liberté de vendre son travail et l'ambiance juridique et psychologique individualiste que la révolution bourgeoise a créée n'offrent d'autres possibilités que d'accepter docilement les conditions patronales ou de mourir dans l'indigence. Il réagit à cette infériorité en employant dans la pratique, et avant même d'en avoir conscience théoriquement, la nouvelle arme de l'association économique. Un monde nouveau commence à se substituer à celui de la liberté individuelle illimitée qui, économiquement, signifie concurrence effrénée et qui permet au patron de remplacer celui qui refuse les conditions de travail par un autre affamé : c'est le monde de l'organisation syndicale traitant collectivement des conditions de travail pour tous ses membres et agissant de façon d'autant plus efficace que le nombre des salariés qu'elle réussit à encadrer est plus grand.

Le système théorique du droit libéral repousse tout d'abord cette nouvelle forme, puisqu'il n'admet pas d'autre lien entre l'individu et l'Etat que le mécanisme électoral de la délégation des pouvoirs qui n'est pas susceptible de se transformer en une arme de l'action autonome de classe. En conséquence, dans sa première phase, la bourgeoisie condamne l'organisation économique des travailleurs, promulgue des lois contre les grèves et les réprime à l'aide de sa police.

Bien vite cependant, en même temps qu'elle passe de sa phase révolutionnaire à sa seconde phase en apparence pacifique et libérale, la bourgeoisie reconnaît qu'il est de son intérêt de légaliser l'organisation économique des travailleurs. En effet, quand celle-ci est interdite, le prolétariat est plus directement poussé à la lutte politique et la formation de sa conscience de classe s'en trouve accélérée. L'interdiction légale rend plus évident le fait que si les conquêtes syndicales améliorent momentanément la situation des travailleurs, elles ne résolvent pas le problème social si la classe ouvrière n'affronte pas la force dominante du pouvoir politique et de l'Etat.

Dès lors, il est bien clair que la tâche du parti politique du prolétariat est de se servir de toutes les agitations économiques pour resserrer la solidarité entre les différentes catégories de métier et les travailleurs des différentes villes et des différentes nations, transformant le mouvement en un effort général de toutes les classes ouvrières contre les institutions capitalistes, et incitant les travailleurs à se préoccuper des rapports généraux de toute l'économie et de la politique nationale et mondiale.

Le passage des agitations économiques isolées et locales au mouvement politique général du prolétariat se présente à la fois comme une extension de la base du mouvement dans l'espace, au-delà des frontières nationales, et comme une extension dans le temps, les réalisations situées au terme du pro-

cessus devenant le but du mouvement. Cette définition des buts est une des tâches assumées par la I^{re} Internationale des Travailleurs qui rencontre cependant de multiples obstacles du fait de l'immaturité des conditions historiques générales de l'époque.

Le marxisme avait eu la perspective de réaliser la première révolution prolétarienne dans la lancée directe de la troisième grande révolution bourgeoise, celle de 1848 en Allemagne, mais celle-ci se termina par une défaite des forces prolétariennes tout comme en France et dans d'autres pays. Cette défaite plaça le mouvement de classe devant des difficultés organisationnelles et le plongea dans l'incertitude doctrinale en provoquant l'interférence d'influences bourgeoises qui se manifestèrent soit par l'apparition de tendances pseudo-socialistes vaguement illuministes et humanitaires, soit par le succès du mouvement anarchiste. Dès le début, celui-ci se présente comme l'antithèse du mouvement communiste marxiste. En apparence, il propose une solution plus radicale du problème de la révolution, puisqu'il veut supprimer en un seul jour de la lutte des classes à la fois Dieu, le patron et l'Etat. Quoiqu'importante dans la mesure où, tout comme le communisme, elle vise une société sans exploitation économique et donc sans pouvoir d'Etat, cette conception n'apprécie cependant pas de façon juste le processus historique. Alors que le marxisme considère le renversement du pouvoir politique de la bourgeoisie et l'instauration d'un Etat prolétarien comme les seuls moyens permettant de détruire le privilège économique capitaliste ; alors que les seuls acteurs de la révolution sont pour lui les prolétaires organisés en mouvement politique conscient, c'est-à-dire en parti, l'anarchiste présente ses postulats comme des revendications métaphysiques de l'homme en tant que tel. Il considère les phases historiques qui conditionnent le processus ultérieur comme de simples limites arbitrairement imposées à une liberté et une égalité naturelles inhérentes à l'individu. En dernière analyse, bien que prêchant la lutte armée, il retombe dans la stérilité des idéologismes bourgeois.

Si l'on considère le processus internationalement et dans ses grandes lignes, le mouvement internationaliste sort de la crise représentée par la lutte entre Marx et Bakounine à peu près au moment où le second stade du cycle bourgeois est à son apogée, c'est-à-dire lorsque, désormais à l'abri du péril d'une restauration féodale et pas encore sérieusement menacé par la révolution prolétarienne, le capitalisme réalise un maximum de démocratie parlementaire en politique et semble préservé pour de longues décades de toute menace de grand conflit militaire européen ou mondial.

Dans cette phase, le mouvement prolétarien réorganisé dans la Seconde Internationale et fondé sur la multiplication de vastes organisations syndicales et de grands partis socialistes à représentation parlementaire importante, s'oriente progressivement vers de nouvelles conceptions révisionnistes qui, malgré ses protestations d'orthodoxie à l'égard de la théorie marxiste, le conduisent presque insensiblement à abandonner celle-ci.

Le révisionnisme réformiste admet bien que le capitalisme devra faire place à l'économie socialiste, mais il affirme que la transformation ne comportera pas nécessairement la « catastrophe » révolutionnaire et le heurt armé des classes. Selon cette conception, l'influence prolétarienne peut pénétrer progressivement l'Etat bourgeois de façon à transformer par une série de

mesures légales et de réformes sociales le caractère de l'organisation économique. Le réformisme donnait donc le maximum d'importance d'une part aux conquêtes syndicales quotidiennes, d'autre part à la législation sociale obtenue par les fractions parlementaires socialistes toujours plus nombreuses dans les Chambres bourgeoises. Suscitant d'ailleurs les résistances des meilleurs éléments socialistes, l'aile droite de ce courant propose ouvertement l'alliance électorale avec des partis bourgeois de gauche et même la participation de ministres socialistes aux gouvernements bourgeois (possibilisme).

Il apparut bientôt un autre courant révisionniste, le syndicalisme révolutionnaire qui, opposant les méthodes de l'action directe — surtout la grève générale allant jusqu'à l'expropriation des capitalistes — à celles de la collaboration syndicale et parlementaire, put sembler une réaction contre le réformisme. En réalité, il provenait de tendances néo-idéalistes et volontaristes et croyait à tort que l'organisation économique du prolétariat est la seule à pouvoir assumer toutes les tâches posées par l'émancipation du prolétariat. Substituant à la formule marxiste « le parti politique de la classe ouvrière et la dictature du prolétariat contre l'Etat bourgeois » sa formule du « syndicat contre l'Etat », il déviait lui aussi de la juste voie révolutionnaire. C'est que les déviations du réformisme avaient conduit la « gauche syndicaliste » à confondre action politique avec action électorale et parlementaire, alors que la forme historique spécifique de l'action politique du parti est la lutte révolutionnaire.

Telle était la situation (qui ne manqua pas de susciter, dans tous les pays, l'opposition de marxistes révolutionnaires restés fidèles à la doctrine du prolétariat), lorsque l'Internationale ouvrière dut affronter les problèmes de l'impérialisme et de la lutte croissante pour les marchés.

Lors de la première guerre mondiale, comme les révolutionnaires déçus furent bien obligés d'en convenir avec les réactionnaires bourgeois, la II^e Internationale, qui avait pourtant projeté d'accueillir l'éclatement du conflit comme le meilleur moment pour l'insurrection de classe et l'assaut au pouvoir bourgeois dans tous les pays fit faillite. Presque partout, en effet, les partis socialistes se lièrent à la politique de leurs Etats respectifs, remplaçant les mots d'ordre de la lutte de classe par des appels à la solidarité nationale.

A en croire les déclarations de ses chefs, le prolétariat, qui selon le *Manifeste Communiste* n'avait rien à perdre que ses chaînes, aurait découvert qu'il y avait de nombreux patrimoines à sauver : la liberté, l'indépendance de la patrie et, grâce à une mobilisation idéologique des masses parallèle à leur mobilisation physique pour la guerre, le contenu démocratique de la révolution bourgeoise. Un despotisme et absolutisme médiéval fantômatique, mais qu'on disait personnifié dans le régime des Empires allemand et austro-hongrois, aurait menacé ces précieuses conquêtes. La théorie qui, au mépris de toute appréciation marxiste de l'histoire contemporaine, subordonnait l'action et la politique prolétariennes à ce prétendu péril, fut défendue en Italie par le mouvement qui réclamait l'entrée en guerre aux côtés de l'Entente et qui était dirigée par le futur chef du fascisme.

Au sein du mouvement prolétarien, la réaction à ce désastre théorique, organisationnel et politique vint des forces qui fondèrent la III^e Internationale en se regroupant autour du parti révolutionnaire de Lénine qui avait à son

actif la première victoire du prolétariat d'un grand pays dans la lutte pour la conquête du pouvoir.

**

A vingt ans de distance, lors de la seconde guerre impérialiste, la propagande qui disposait de moyens encore plus imposants que lors du premier conflit pour emprisonner l'idéologie des classes prolétariennes, présenta la situation mondiale de façon tout à fait analogue à celle de 1914. Cette fois encore, elle travailla des deux côtés du front à susciter artificiellement un mirage qui devait pousser la classe ouvrière à abandonner toute idée de lutte sociale et à unir ses forces à celles des Etats dominants au nom de la solidarité nationale.

Fascistes, nazis et démocrates se sont battus avec, en substance, les mêmes mots d'ordre : le concept de peuple remplaçait partout le concept de classe ; partout on assista à la combinaison de tous les partis nationaux pour l'effort de guerre. En Italie, c'est au fond le même mot d'ordre qui fut lancé aux masses du haut de toutes les tribunes, avant et après le 25 juillet, d'un côté et de l'autre du front changeant qui divisait les deux Italies : l'unité nationale, l'union de toutes les classes, la guerre et la victoire.

Dans le camp démocratique, le fantôme de 1914 a été habilement ressuscité avec les ressources accrues dont la technique moderne a doté la propagande ; Guillaume II est remplacé par l'Axe nazi-fasciste et les figures grotesques de Mussolini nouvelle version (1) et du dictateur Hitler dont les troubles mentaux seraient devenus les moteurs de l'histoire à la place des oppositions d'intérêt économique et des privilèges sociaux ; mais le prolétariat mondial n'aurait pas d'autre devoir que de se ranger tout entier d'un des deux côtés du front : d'un côté, il devrait être soldat discipliné, de l'autre défaitiste révolutionnaire ; bien entendu on trouve dans l'autre camp la propagande exactement inverse.

Le problème est d'une immense portée, mais nous affirmons sans hésitations que le prolétariat ne pourra retrouver son orientation politique de classe que s'il balaie impitoyablement ce gigantesque amas de falsifications.

Il faut choisir : ou bien la défense d'une série de conquêtes menacées par le fantôme de la « réaction » fasciste est un devoir commun à tous les hommes modernes, de quelque condition qu'ils soient, et cette menace justifie qu'on renonce à toute lutte de classe et à toute révolution, ou bien on reste fidèle au système de thèses sur lequel s'est édifié le mouvement d'émancipation de la classe ouvrière et qui, à maintes reprises, a servi de cadre et de tremplin à l'action historique du prolétariat. Si ce mouvement peut encore se reconstituer et se préparer à de nouvelles batailles, ce sera seulement en se libérant, nationalement et internationalement, des doctrines de solidarité de classe fondées d'une part sur les mystiques de la patrie et de la race, et de l'autre sur celles du libéralisme à usage interne et externe dont certains pays seraient soi-disant les dépositaires en raison de leurs traditions d'honnêteté et de gentillesse politiques.

Lénine, le fondateur de la III^e Internationale, parvint à la grande victoire révolutionnaire en Russie en partant d'une critique impitoyable de l'opportu-

(1) C'est-à-dire de socialiste « interventiste », devenu chef du fascisme.

nisme social-démocrate et du social-patriotisme qui avaient conduit la II^e Internationale à sa perte. De la même façon, le premier pas vers la renaissance de l'International révolutionnaire, c'est la critique du néo-opportunisme dans lequel la III^e Internationale est tombée à son tour jusqu'à se liquider elle-même officiellement, la crise de guerre du mouvement prolétarien étant cette fois beaucoup plus grave et plus étendue qu'en 1914.

Lorsque dans les années 1914-1918, on parlait d'« opportunisme », on n'entendait pas formuler un simple jugement moral sur la trahison des chefs du mouvement révolutionnaire, qui au moment décisif s'étaient révélés des agents de la bourgeoisie en lançant des mots d'ordre diamétralement opposés à ceux de leur propagande antérieure. L'opportunisme est un fait historique et social, un des aspects de la défense de classe de la bourgeoisie contre la révolution prolétarienne ; on peut même dire que l'opportunisme des chefs et des cadres prolétariens est l'arme principale de cette défense, tout comme le fascisme est l'arme principale de la contre-offensive qui la complète, si bien que les deux moyens de lutte s'intègrent dans le but commun.

Au stade impérialiste, le capitalisme cherche à dominer ses contradictions économiques et à contrôler tous les faits sociaux et politiques en gonflant démesurément son appareil d'Etat ; de la même façon, il modifie son action à l'égard des organisations ouvrières. A son premier stade, la bourgeoisie les avait condamnées ; au second, elle les autorise et les laisse se développer ; au troisième, elle comprend qu'elle ne peut ni les supprimer, ni les laisser se développer sur une plate-forme autonome, et elle se propose de les encadrer par n'importe quel moyen dans son appareil d'Etat. Exclusivement politique au début du siècle, celui-ci devient à la fois politique et économique à l'ère impérialiste : l'Etat des capitalistes et des patrons se transforme en Etat-capitaliste et Etat-patron. Au sein de ce vaste appareil bureaucratique, on ménage des prisons dorées pour les chefs du mouvement ouvrier. Mille formes d'arbitrage, mille institutions d'assistance sociale ayant apparemment pour fonction de maintenir l'équilibre entre les classes éloignent des forces autonomes du prolétariat les dirigeants du mouvement ouvrier qui sont au fur et à mesure absorbés par la bureaucratie d'Etat. Celle-ci continue démagogiquement à parler le langage de l'action de classe et des revendications ouvrières, mais elle est bien entendu devenue impuissante à la moindre action contre le pouvoir bourgeois.

L'opportunisme se caractérise par le fait qu'aux moments critiques de la société bourgeoise, qui sont précisément ceux pour lesquels les mots d'ordre extrêmes d'action prolétarienne ont été prévus, il « découvre » qu'il est nécessaire de lutter pour d'autres objectifs qui, loin d'être propres au prolétariat, exigent une coalition entre ses forces et une partie de celles de la bourgeoisie.

La conscience politique des travailleurs repose surtout sur la vigueur et la continuité de l'action de leur parti de classe. Si donc à l'ouverture des situations décisives, les chefs, les propagandistes et la presse du parti se mettent à l'improviste à parler un langage nouveau qui prouve que la bourgeoisie a réussi à mobiliser les opportunistes en sa faveur, cela provoque une désorientation des masses, et l'échec presque certain de toute tentative d'action indépendante.

Ouvrant un véritable abîme sous les pas du prolétariat en marche,

L'opportunisme de la II^e Internationale avait « découvert » qu'il fallait mettre de côté les buts socialistes et combattre pour l'indépendance nationale ou la démocratie occidentale (en Allemagne, c'était pour la culture et la civilisation contre la barbarie tsariste et asiatique). Cependant, les chefs opportunistes affirmaient qu'il s'agissait seulement d'une trêve momentanée et qu'une fois la guerre terminée, la lutte de classe et l'internationalisme seraient remis en honneur. L'histoire prouva combien cette promesse était trompeuse ; lorsqu'en Russie, victorieusement, et dans d'autres pays, sans succès, le prolétariat passa à l'attaque contre le pouvoir capitaliste, les opportunistes sociaux-démocrates s'unirent aux bourgeois les plus réactionnaires pour battre la révolution.

Lors de la seconde guerre mondiale, l'opportunisme victorieux dans les rangs de la III^e Internationale a donné un mot d'ordre beaucoup plus défaitiste que celui des sociaux-démocrates démasqués par Lénine. Selon le plan des nouveaux opportunistes, la bourgeoisie obtient non seulement une trêve de classe pendant toute la guerre jusqu'à la défaite du monstre nazi, mais même une collaboration directe aux gouvernements nationaux et aux nouveaux organismes internationaux pour toute la période historique suivante, dont on n'entrevoit pas le terme. Pendant toute cette période, le prolétariat mondial devrait veiller en compétition avec toutes les institutions de l'ordre établi à ce que le péril fasciste ne renaisse pas, collaborant par ailleurs à la reconstruction du monde capitaliste dévasté par la guerre (la guerre de l'axe, bien entendu). Donc l'opportunisme ne promet même plus de revenir à une action de classe autonome après le conflit impérialiste.

Cette collaboration à la reconstruction et à l'accumulation capitaliste n'est en réalité que le plus féroce asservissement des travailleurs à une double extorsion : celle qui engendre le profit normal et celle qui ira reconstituer la valeur colossale du capital détruit.

Cette phase coûtera plus aux classes dominées à d'autres égards que la guerre ne leur a coûté de sang, et la nouvelle organisation internationale à laquelle la bourgeoisie veut assurer l'appui du prolétariat sous prétexte de garantir la sécurité et la paix sera le premier exemple d'un appareil mondial de conservation destiné à perpétuer l'oppression économique et à briser toute tentative révolutionnaire.

Un parti communiste internationaliste aurait aujourd'hui les mêmes tâches que les groupes de la II^e Internationale qui luttèrent de 1914 à 1919 contre l'opportunisme. Dans l'édification de son programme politique, il aura à préciser ses jugements et ses opinions sur tous ces phénomènes qui dominent le tournant historique que nous traversons en cohérence parfaite avec les traditions du marxisme révolutionnaire. Ce sont là des points capitaux.

Il est historiquement normal que la classe bourgeoise réussisse à faire combattre la classe ouvrière pour ses propres postulats, non seulement quand ceux-ci ont une portée révolutionnaire comme en 1789 en France, en 1848 en Allemagne, en 1905 et en février 1917 en Russie, mais même dans des tournants moins décisifs de l'histoire du capitalisme. A peine les masses prolétariennes avaient-elles assumé leur tâche d'allié de la bourgeoisie et tentaient-elles de jouer un rôle autonome sur la lancée des événements que la bourgeoisie employait le pouvoir d'Etat nouvellement conquis pour les dis-

perser et les écraser, sans même ressentir le besoin de liquider les cadres politiques professant des idéologies de gauche. C'est ce qui se produisit en France en juin 1848 et en 1871 ; en Allemagne en 1918, et en Russie en 1917 et 1920, pour la première fois sans succès. Après ces enseignements de l'histoire, le parti de classe du prolétariat doit être capable de prévoir ce qui se passera après cette guerre : pendant le conflit la bourgeoisie des pays alliés a invité le prolétariat à lui prêter main-forte contre le fascisme, et cette invitation a rencontré un large écho puisque ce ne sont pas seulement des chefs opportunistes qui lui ont répondu dans tous les pays, mais même des groupes de partisans généreux induits en erreur. Eh bien, comme cela s'est déjà produit dans de nombreux pays « libérés », ces invitations seront suivies d'une répression, aussi résolue que celle du fascisme, contre toute tentative des formations armées irrégulières d'atteindre des buts propres et de garder localement le pouvoir conquis pendant la lutte contre les Allemands et les fascistes.

Le mouvement syndical lui-même sera emprisonné exactement de la façon inaugurée par le fascisme, c'est-à-dire par une reconnaissance juridique tendant à le transformer en organe de l'Etat bourgeois. La coïncidence entre le plan du révisionnisme réformiste (labourisme en Angleterre ; économicisme en Russie ; syndicalisme pur en France ; syndicalisme réformiste à la Cabrini-Bonomi et ensuite à la Rigola-d'Aragona en Italie) qui consistait à vider le mouvement ouvrier de tout contenu de classe et le plan du syndicalisme fasciste, le corporativisme mussolinien ou hitlérien, apparaîtra alors dans toute son évidence. La seule différence qui les sépare est que la première méthode correspondait à une phase où la bourgeoisie pensait seulement à se défendre, et la seconde à une phase où elle dut passer à l'offensive sous la pression accrue du prolétariat. Dans aucun des deux cas elle n'a avoué faire œuvre de classe, prétendant vouloir satisfaire certaines revendications économiques des travailleurs et réaliser avec eux une collaboration de classe.

La contre-offensive fasciste a accéléré l'absorption insidieuse du mouvement ouvrier par la pieuvre étatique, passant ensuite à sa démolition ouverte et violente. Elle s'est généralement vérifiée dans les pays vaincus ou durement éprouvés par la guerre. Cette fois, la coalition contre-révolutionnaire mondiale se gardera bien de laisser sans contrôle les territoires des pays battus ; elle y installera une garde de classe internationale, n'autorisant que des organisations contrôlées et administrées par elle, et pendant de longues années, elle veillera à empêcher non pas les dictatures de droite comme elle le prétend, mais quelque forme d'agitation sociale que ce soit.

Seront contrôlés ainsi non seulement les pays vaincus, mais même les alliés libérés de l'occupation ennemie. De plus, on établira une dictature des grands Etats. Les Etats mineurs tomberont dans un régime colonial ; ils n'auront plus ni économie capable d'existence propre, ni autonomie administrative et politique, ni à plus forte raison de forces militaires appréciables, susceptibles d'être librement utilisées.

Quoique moins nettement, l'Europe a connu une situation analogue après la paix de Versailles, qui s'inspirait de l'hypocrite idéologie wilsonienne. Les thèses communistes d'alors parlaient d'oppression nationale et coloniale parallèle à l'oppression de classe. Aujourd'hui que l'Amérique, cessant de simuler l'isolationnisme, intervient en temps de paix non moins qu'en temps

de guerre dans les affaires de tous les continents, il sera plus exact de parler d'une oppression étatique, d'une vassalité des petits Etats bourgeois à l'égard de quelques grands Etats impérialistes comparable à celle des propriétaires terriens et des néo-capitalistes des colonies à l'égard des métropoles blanches.

Au lieu d'un monde de liberté, la guerre aura engendré un monde de plus grande oppression. Lorsque le fascisme, apport de la phase la plus récente de l'économie bourgeoise, eut lancé son défi politique et militaire aux pays où le mensonge libéral, quoiqu'historiquement dépassé pouvait encore circuler, le libéralisme agonisant n'eut plus que deux possibilités : ou adopter les méthodes du fascisme, ou subir la victoire des Etats fascistes. La guerre ne fut donc nullement un conflit entre deux idéologies ou deux conceptions de la vie sociale, mais la progression nécessaire de la nouvelle forme politique de la domination bourgeoise, encore plus totalitaire et autoritaire, encore plus résolue à tous les efforts contre la révolution.

*

**

En 1914-1918, le mouvement de la classe ouvrière réagit de façon insuffisante aux suggestions de la propagande bourgeoise, toute entière mobilisée pour présenter la guerre impérialiste comme un conflit entre deux idéologies, deux destins différents du monde moderne. En 1939, la guerre fut présentée de manière analogue, et le mouvement est tombé dans le piège de façon bien plus grave encore. Pour l'avenir de l'Internationale révolutionnaire, il est indispensable que la position critique du prolétariat sur la question de la guerre soit restaurée.

Les Etats militaires n'entrent pas en conflit pour imposer au monde des régimes sociaux et politiques semblables aux leurs. C'est là une conception volontariste et téléologique : l'accepter, c'est abandonner le marxisme. La guerre a indubitablement des causes sociales, et son issue militaire s'insère comme un facteur de première importance dans le processus de transformation de la société internationale, même si on l'interprète dans un sens matérialiste et de classe ; mais quiconque croit que les guerres peuvent s'expliquer par les théories misérables qui les présente comme étant de « croisades » a renié le marxisme. Ce n'est pas la férocité ou l'ambition des chefs civils et militaires qui décide des guerres ; pour le moins, il faut choisir entre cette explication de l'histoire et l'explication marxiste qui lui est radicalement opposée : voilà le dilemme.

Parmi les guerres qui précédèrent la phase de l'impérialisme moderne, nombreuses furent celles qui servirent à accélérer le processus de la révolution bourgeoise, surtout entre 1848 et 1878. Mais même face aux guerres napoléoniennes, le schéma d'explication par l'idéologie fait une faillite éclatante. L'Angleterre, qui avait précédé la France de presque deux siècles sur le chemin de la révolution, se transforme après 1789 en foyer de coalitions contre elle avec les puissances féodales et absolutistes de Prusse, d'Autriche et de Russie. Il faut chercher l'explication de ce regroupement des forces dans l'intérêt particulier qu'avait le capital anglais à exploiter la position stratégique de sa métropole pour conserver son empire colonial déjà prépondérant dans le monde, évitant la constitution d'un Etat hégémonique sur le continent. Si le sophisme du conflit « idéologique » est incapable d'expliquer le regrou-

pement militaire des Etats de cette époque, il n'apparaît pas moins faux quand il s'agit d'apprécier la portée de la victoire de la Coalition sur la France, car celle-ci n'empêche pas les formes sociales et politiques bourgeoises de prévaloir aussi bien dans le pays vaincu que chez ses vainqueurs absolutistes et féodaux. Les bonapartistes français et les Prussiens prétendaient les uns comme les autres combattre pour la civilisation et la liberté. L'issue devait être dans tous les cas la progression inexorable du capitalisme, comme le marxisme l'a démontré, prouvant la supériorité de sa méthode sur l'explication vulgaire, scolastique et pharisienne de la « croisade ».

On peut poursuivre la démonstration dans les guerres de 1859 et de 1870, l'Angleterre bourgeoise et impérialiste peut rester neutre, le capitalisme anglais veillant à cette époque à ce que l'Empire français ne devienne pas pour lui une trop grande menace ; mais la puissance économique allemande s'étant accrue de façon imprévisible, les bourgeois anglais s'allièrent aux bourgeois français dans la première guerre mondiale contre le nouveau péril, usant sans frein de la réthorique de « croisade libérale et démocratique ».

Les adversaires de l'Allemagne dirent de même pendant la seconde guerre mondiale, et leur propagande sut dissimuler les bases réelles du conflit impérialiste sous un amas écrasant de mensonges. De leur côté, les régimes de l'Axe ont fondé leur campagne contre les « ploutocraties » sur un rapport réel, parfaitement diagnostiqué par Lénine dans son « *Impérialisme* » : la disproportion criante entre la densité de population métropolitaine et l'extension des empires coloniaux de France, d'Angleterre, d'Amérique et même de Russie d'une part, d'Allemagne, du Japon et d'Italie de l'autre, qui donnaient aux deux groupes des conditions sociales opposées. Mais aussi bien dans la conduite de la guerre que dans leur propagande, les régimes de l'Axe révélèrent la suggestion de classe à laquelle ils obéissaient, et leur respect craintif pour le principe du capitalisme ploutocratique et ses puissantes citadelles mondiales d'Angleterre et d'Amérique qui avaient réussi à traverser cent cinquante ans d'histoire sans que leur appareil d'Etat subisse le moindre ébranlement.

Le nazisme voulait contraindre les Etats ennemis à choisir entre le désastre militaire ou la concession d'une partie adéquate de l'espace exploitable de la planète à l'Allemagne, le concurrent capitaliste détesté. Mais les capitalismes d'Angleterre et d'Amérique (surtout l'Angleterre) subirent impasiblement les revers militaires de la guerre-éclair, misant avec une assurance incroyable sur la lointaine victoire finale en dépit de la gravité du risque. Ce fait historique constitue une des plus étonnantes utilisations du potentiel de toute l'histoire, mais en même temps le plus grand triomphe du principe de conservation des rapports existants, et la plus grande victoire historique de la réaction.

Les Etats de l'Axe, surtout l'Allemagne, concevaient leur succès comme le résultat d'un compromis imposé à l'ennemi sur la base des schémas de l'impérialisme fasciste mondial. C'est pourquoi ils ne tentèrent même pas d'écraser l'Angleterre comme ils auraient peut-être pu y parvenir si, au lieu de lancer des attaques centrifuges dans toute l'Europe, en Afrique et vers l'Orient russe, afin de s'assurer des gages pour leur chantage historique, ils avaient mis toutes les ressources en œuvre contre elle après Dunkerque. Comme le sentait bien

la bourgeoisie ultra-industrielle de l'Allemagne hitlérienne, l'écroulement de cette métropole séculaire aurait submergé le capitalisme mondial, ou du moins l'aurait plongé dans une crise effroyable, car il aurait mis en mouvement les forces de toutes les classes et de tous les peuples martyrisés par l'impérialisme et la guerre, et peut-être inversé l'orientation sociale et politique du colosse russe encore inactif.

Dans cette situation, la propagande de l'Axe mit une sourdine à ses thèmes anticapitalistes dissonnants pour se consacrer entièrement à la dénonciation du bolchevisme. Elle tentait d'éveiller la solidarité des bourgeoisies ennemies en brandissant la perspective des conséquences révolutionnaires d'une victoire russe. Elle finit par contribuer à la désorientation des forces révolutionnaires du prolétariat qu'elle induisait une nouvelle fois à attendre la révolution non pas de la guerre de classe, mais d'une issue donnée de la guerre des Etats, mais elle ne réussit pas à ébranler les dirigeants du capitalisme anglo-saxon. Justement confiants dans la puissance de leur propre économie et dans leur réel avantage social et politique mondial, ils ont adopté sans hésitation ni scrupule les méthodes totalitaires et centralisatrices de l'adversaire avec un rendement technique, politique et militaire supérieur au sien ; pendant six ans ils ont prophétisé et préparé la ruine militaire de leur ennemi, dont ils ont été à la fois les vainqueurs et les exécuteurs testamentaires.

Cette victoire créera les bases d'une continuation de l'ère impérialistofasciste ; cette superstructure du capitalisme prévaudra dans tous les grands pays du monde, appuyée sur une constellation de grands Etats, maîtres des classes travailleuses des métropoles, des colonies et de tous les Etats mineurs de race blanche. La nouvelle Russie entre évidemment dans cette constellation ; il semble qu'on n'y admette pas la France, mais en dépit des malédictions réthoriques dirigées contre lui, l'impérialisme allemand pourrait bien y occuper une meilleure position que les classes dominantes de pays plus petits non seulement ennemis, mais alliés, car il a donné de meilleurs résultats dans l'expérimentation en grand de la forme la plus moderne de contrôle de l'économie capitaliste et réalisé le type le plus parfait d'Etat monopoliste. Et dire que cette guerre barbare, féroce et maudite aurait été une croisade rédemptrice pour libérer l'humanité de la domination de cet impérialisme !

Face à cette nouvelle forme du monde capitaliste, le mouvement prolétarien ne pourra réagir que s'il comprend qu'il ne faut pas regretter la fin de l'époque de tolérance libérale, d'indépendance et de souveraineté des petites nations. L'histoire n'offre qu'une seule voie pour éliminer toutes les exploitations, toutes les tyrannies et toutes les oppressions : l'action révolutionnaire, de classe, qui dans chaque pays, qu'il soit dominant ou dominé, dressât la classe travailleuse contre la bourgeoisie locale, en complète autonomie de pensée, d'organisation, d'attitude politique, d'action et de lutte ; l'action révolutionnaire qui regroupât les forces des travailleurs du monde entier dans un organisme unitaire dont l'action ne cessera pas avant le renversement complet des institutions capitalistes, se développant par-dessus les frontières, en temps de paix et en temps de guerre, dans des situations considérées comme normales ou comme exceptionnelles, prévues ou imprévues par les schémas philistins des traîtres opportunistes.

NOS PUBLICATIONS

Ces résumés de quelques-unes de nos publications en langue française n'ont pas un caractère " publicitaire ", mais se proposent de fournir aux camarades, aux lecteurs et aux sympathisants, un bref aperçu du travail accompli par le Parti pour la restauration intégrale des fondements du marxisme, utilisable également par ceux qui ne connaissent pas ces publications ou n'ont pas la possibilité de les lire.

Nous pensons ainsi faire chose utile pour la formation politique des militants communistes, en particulier des jeunes qui s'approchent de nous avec l'enthousiasme de leur âge et avec la soif de connaître et de combattre propre aux nouvelles générations que les contradictions et les convulsions du mode de production capitaliste jettent dans l'arène des conflits sociaux.

Parti et Classe

Cette brochure réaffirme la conception marxiste, reprise par Lénine dans " *Que faire ?* ", des rapports de la classe et de son organe-Parti, sans lequel celle-ci n'est pas une classe pour soi et devient « un jouet aux mains de la classe dominante » ; elle montre que c'est de cette conception fondamentale que découle l'interprétation correcte et la notion même de « dictature du prolétariat », et que toute forme de spontanéisme, d'ouvriérisme, d'opposition entre les « masses » et les « chefs », de refus du « substitutionnisme » (« substitution du Parti à la classe »), de dénonciation du « jacobinisme », du « blanquisme », etc... tend objectivement à déclasser la classe ouvrière, à lui refuser toute existence réelle et toute possibilité de remplir sa fonction historique.

Elle définit d'abord le Parti sur la base du programme dont l'existence a été rendue possible par les luttes de classe et dont il est l'importateur dans la classe et l'agent indépendamment du niveau de « conscience » des masses prolétariennes : l'action révolutionnaire des masses, est-il précisé, n'est pas le fruit d'une « illumination », mais d'une mobilisation objective sous la poussée d'intérêts matériels et sous la direction du parti, avant-garde consciente de la classe. Elle démontre ensuite non seulement que l'acceptation de la démocratie, en tant que « principe », est en contradiction fondamentale avec l'A. B. C. du marxisme, mais que l'application d'un critère démocratique même à l'intérieur d'une collectivité qui n'est pas « interclassiste » mais rendue homogène par une position commune, comme le Parti de classe, est en contradiction avec la raison d'être du Parti et menace, si elle se généralise, l'intégralité et l'invariance du programme, et donc l'existence même du Parti.

Pas plus que la « base », la hiérarchie nécessaire du Parti, « l'appareil administratif », ne peut mettre en discussion le programme et la tactique qui en découle et qui ne peut être modifiée par des initiatives locales et contingentes, ni inclure une gamme indéterminée de variantes contradictoires. La dictature en vigueur dans le Parti doit donc être la dictature du programme : elle s'exprime par le moyen de chefs (« le pouvoir de certains individus ») dont la validité est conditionnée par le fait qu'ils expriment ou non ce programme, et de militants, qui sont eux aussi valables dans la mesure où ils contribuent à l'appliquer et à le transmettre dans les secteurs d'avant-garde du prolétariat.

Le Parti est « facteur » mais aussi « objet d'histoire », il est exposé à l'influence contre-révolutionnaire, même s'il l'est moins directement que toute autre organisation de la classe ouvrière ; s'il dévie de la droite ligne révolutionnaire, cela s'exprime au niveau tant de la « base » que de la « direction », qui ne peuvent être opposées de manière idéaliste au nom du « droit de la majorité », etc... La dégénérescence du parti révolutionnaire ne peut être surmontée qu'au moyen d'une nouvelle incarnation « formelle » du « parti historique », c'est-à-dire du programme, de la doctrine marxiste.

Toute tentative de diminuer, sous quelque prétexte que ce soit, le rôle du Parti avant, durant et après la prise du pouvoir est dénoncée comme éminemment contre-révolutionnaire.

La brochure comprend également les Thèses de l'Internationale Communiste sur le rôle du Parti (II^e Congrès) : celles-ci montrent à l'évidence leur convergence fondamentale avec les positions soutenues par la Gauche communiste d'Italie, convergence confirmée par la pratique historique du Parti bolchévique dans les phases essentielles de sa lutte pour la prise et la conservation du pouvoir.

Il existe également une édition en langue allemande (" *Die Frage der revolutionären Partei* "). Un recueil plus complet de textes sur la même question est en préparation en langue italienne.

Communisme et fascisme

Au travers des textes fondamentaux, cette brochure rappelle l'attitude du Parti Communiste d'Italie dans la période où il était dirigé par la Gauche (1921-1924), face au phénomène fasciste, considéré non comme s'opposant à la démocratie parlementaire, mais comme la complétant dans son œuvre de répression anti-prolétarienne, et caractérisé essentiellement par un effort d'unification et de centralisation économique-politique du régime bourgeois. Elle rapporte la critique impitoyable de toutes les conceptions antifascistes, y compris de celles qui s'exprimaient dans l'Internationale, et qui se fondaient sur une sous-estimation du fascisme. Celui-ci était en effet l'expression non pas de couches rétrogrades, mais des forces les plus avancées et les plus puissantes de la bourgeoisie industrielle : ces forces étaient prêtes à frapper également les secteurs centrifuges renaissant devant la réorganisation impérialiste, et à écraser les couches petites-bourgeoises après les avoir mobilisées contre le prolétariat avec la démagogie de la " révolution populaire " antiploutocratique. Elle démontre d'autre part que la condition même du fascisme fut l'achèvement de la destruction des forces révolutionnaires en Italie, et sur une plus grande échelle, en Allemagne, au moyen de la démocratie et de la social-démocratie — et jamais par la grande bourgeoisie." en personne "

L'anti-fascisme équivaut donc à une conciliation avec les véritables troupes d'assaut de la contre-révolution, celles qui seules rendent possibles la réorganisation fasciste du pouvoir bourgeois, ainsi sauvé de la crise et occupé à la résoudre par une politique de " splendeur " impérialiste. La conception anti-fasciste implique donc une méconnaissance complète du rôle nécessaire et prévisible de façon déterministe de la social-démocratie dans ses différentes incarnations historiques ; elle asservit le prolétariat à la contre-révolution, et en dernière analyse, au fascisme lui-même qui en est un produit : sur le plan historique le pire produit du fascisme a été justement l'anti-fascisme, qui a sauvé la démocratie et la social-démocratie, en renforçant et en généralisant la suprématie de l'idéologie de la classe dominante.

Dialogue avec les morts

A travers l'examen des positions prises par le XX^e Congrès du P. C. U. S. (1956), ce texte montre la divergence de principe entre les partisans du « socialisme dans un seul pays », héritiers de la contre-révolution politique « stalinienne », et la conception immuable du marxisme.

Il démontre que le post-stalinisme et l'anti-stalinisme des « novateurs », à l'intérieur comme à l'extérieur de la Russie, ne sont qu'un développement nécessaire du stalinisme lui-même, qui, au niveau théorique, n'est autre que l'expression opportuniste et révisionniste de la négation des fondements mêmes du communisme scientifique, et qui, sur le plan des déterminations matérielles,

résulte de la prédominance en Russie de forces sociales à orientation purement et exclusivement bourgeoise, alliées aux forces traditionnelles de l'opportunisme dans les pays capitalistes avancés.

Non seulement le texte récuse la critique démocratique — interne ou externe — du stalinisme, mais il dénonce dans le stalinisme lui-même une théorie et une pratique démocratique-bourgeoise, correspondant bien à la base romantico-populiste de l'« accumulation primitive », et qui se sont par la suite transformées en un démocratisme de type encore plus conventionnel et « ordinaire » (coexistence pacifique, polycentrisme, etc...), mais toujours fondé sur une réalité mercantile qui, dans la Russie isolée, avait déterminé l'écrasement de toute possibilité de « contrôle » par une direction révolutionnaire, balayée même physiquement par le raz-de-marée petit-bourgeois, dans le reflux général de la révolution en Europe.

L'invariance de la doctrine marxiste, l'immuabilité de la définition des lois inhérentes au capitalisme, l'intangibilité de la conception du matérialisme dialectique et son intolérance aux exceptions (idéalistes, volontaristes, personnalistes), y sont répétées avec force en opposition aux pièges d'un anti-stalinisme non moins opportuniste que le stalinisme et encore plus ouvertement soumis à l'idéologie bourgeoise, démocratique ou libertaire, en raison du développement même du processus contre-révolutionnaire : le post-stalinisme des « déstalinisateurs » n'est qu'un approfondissement du stalinisme, qu'un nouveau pas dans le sens de la contre-révolution.

Bilan d'une révolution

Un demi-siècle après la révolution d'Octobre, ce texte oppose l'interprétation marxiste de la révolution double (révolution permanente, ininterrompue) qui sur le plan économique n'est jamais parvenue à dépasser l'accumulation capitaliste primitive (premier stade de la « base économique » du socialisme qui est lui-même la destruction des rapports capitalistes), aux conceptions qui, bien que réfutant le stalinisme, partent de la même prémisse, celle de la « construction » du « socialisme dans un seul pays ». Il revendique en même temps le contenu politique de la révolution d'Octobre et du pouvoir du Parti bolchévique en tant que dictature du prolétariat, gouvernement en Russie de l'Internationale Communiste. Il montre aussi que le processus contre-révolutionnaire eut essentiellement un caractère anti-parti, c'est-à-dire qu'il se déroula contre le Parti et contre son pouvoir au nom des intérêts locaux, contingents et exprimés en mots d'ordre démocratiques, du bloc animé principalement par les « classes moyennes » des petits producteurs, ennemis, selon Lénine, même de la première phase économique de la révolution double, instruments du mercantilisme capitaliste mondial et donc de l'impérialisme lui-même.

Il examine l'aspect petit-bourgeois persistant de l'économie agricole russe, et en tire la conclusion que non seulement elle n'a pas dépassé le stade du capitalisme industriel et monopoliste, mais qu'elle ne l'a même pas atteint. Il répète que les formes du capitalisme d'Etat en Russie sont plutôt le résultat de l'accumulation primitive que de la « trustification » et donc qu'elles révèlent un capitalisme jeune, non encore parvenu à sa phase suprême capitaliste. Il analyse et condamne ensuite les « fausses leçons » tirées de la révolution et de la contre-révolution en Russie par les démocrates bourgeois déclarés, les sociaux-démocrates, les anarchistes, les conseillistes et les trotskystes, interprétations toutes tributaires de l'idéologie démocratique et de ses fantasmagories anti-déterministes.

Il étudie également le processus contre-révolutionnaire « stalinien » sous l'angle économique, avec une attention particulière au débat Boukharine-Préobrajenski, et démystifie l'opposition légendaire entre « droite » et « gauche » bolchévique, en mettant en évidence comment, malgré toutes sortes de concessions et d'hésitations, celles-ci se trouvèrent objectivement en lutte (même si elles n'étaient pas solidaires subjectivement) contre un prétendu « centre » qui était en réalité tout à fait étranger à la théorie et à la pratique bolchéviques.

La question parlementaire dans l'Internationale Communiste

Au travers de la reproduction de quelques documents fondamentaux, nous analysons les termes du désaccord tactique entre la Gauche communiste abstentionniste « italienne » et la tactique du « parlementarisme révolutionnaire » préconisée par la III^e Internationale ; ce désaccord ne portait pas sur des questions de principe, puisque aussi bien la Gauche que l'Internationale soutenaient la destruction du parlement bourgeois et le caractère non-parlementaire de la dictature du prolétariat, et reconnaissaient la signification contre-révolutionnaire des théorisations des « voies parlementaires au socialisme ». Au contraire la Gauche se trouvait en opposition de principe avec les courants abstentionnistes européens (par exemple ceux qui étaient inspirés par le « tribunisme » hollandais, comme le K. A. P. D.) qui se refusaient à utiliser les instruments de la démocratie parlementaire, mais parce qu'ils les trouvaient insuffisamment ou « faussement » démocratiques, et qui appelaient à la désertion du parlement, non seulement sur la base de constatations contingentes sur la « radicalisation » des masses elles-mêmes, mais aussi parce que le parlement était considéré comme une pépinière de « chefs » et comme une négation de la « libération spontanée de l'esprit des masses ».

Ce texte rapporte les arguments de la Gauche, fondés sur la réalité historique d'une longue tradition parlementaire en Occident, sur le caractère purement prolétarien et socialiste de la révolution dans cette aire, sur l'absence d'une signification révolutionnaire dans cette même aire géo-historique de l'agitation sur des mots d'ordre démocratiques, sur la prédisposition logique, dans les organismes parlementaires, d'un appareil catalyseur de l'opportunisme fondé objectivement sur le développement d'aristocraties ouvrières et même sur « l'intéressement » de couches prolétariennes plus vastes au régime bourgeois : ces conditions étant tout à fait absentes en Russie, siège d'une révolution double, la participation des communistes à de tels organismes y était donc justifiée. Ce n'est donc pas une question éthique, ni de « situations » et de contingences manœuvrières, mais une question de phase et d'aire historique sur la base de facteurs matériels, les rapports sociaux réels.

Les fondements du communisme révolutionnaire

Ce texte revendique la critique marxiste de l'opportunisme de droite aussi bien que de « gauche », formes qui proviennent toutes deux d'un décalque servile du démocratisme bourgeois et de sa philosophie idéaliste et volontariste. Il prend pour cible, en particulier, les groupes libertaires, conseillistes, ouvriéristes, spontanéistes, etc..., qui tirent de la négation du rapport parti-classe, tel qu'il est défini par la science sociale marxiste, la négation de la dictature du prolétariat sous sa seule forme possible, à savoir la dictature exercée par le parti, état-major de la classe ouvrière, et qui déduisent de tout ceci une forme économique de transition, inspirée par l'illusion petite-bourgeoise de l'« autogestion ».

Celle-ci éterniserait en effet la production marchande et l'autonomie des entreprises qui caractérisent le capitalisme et constituent le support matériel de l'idéologie démocratique et libertaire, qui est d'ailleurs apparue historiquement comme une exaltation des « petits producteurs libres et égaux ». Il montre que cette conception, héritière pure et simple du radicalisme bourgeois, soutient en définitive une vision gradualiste aussi bien pour ce qui est de la prise du pouvoir qu'en ce qu'elle admet la construction d'une économie de type nouveau au sein de la vieille société, analogue à ce qu'avait fait la classe bourgeoise dans l'Ancien Régime : elle coïncide donc avec l'opportunisme réformiste déclaré, dans ses objectifs finaux comme dans la caractérisation du processus permettant de les atteindre, la seule variante concernant seulement le rôle plus ou moins grand attribué à la violence, (étant bien entendu que dans un cas comme dans l'autre celle-ci ne s'exerce que pour la défense de la « démocratie véritable »).

La brochure existe également en langue italienne (avec le texte « *Tracciato d'impostazione* » - *Eléments d'orientation*) et en langue espagnole.

TABLE DES MATIERES

Introduction	3
Eléments d'orientation marxiste	7
Les trois phases du capitalisme	27
Guerres et crises opportunistes	37
Nos publications	49

Aux Éditions "PROGRAMME COMMUNISTE"

EN LANGUE FRANÇAISE :

- La question parlementaire dans l'Internationale Communiste, 60 pages 4,00 F
- Octobre 1917 et la révolution socialiste future, numéro spécial du « Prolétaire » 0,50 F
- En marge du Cinquantenaire d'Octobre 1917 : « Bilan d'une révolution », 187 pages 9,00 F
- Les fondements du communisme révolutionnaire, ronéotypé 3,00 F
- Mouvements revendicatifs et socialisme 1,50 F
- Revue « Programme Communiste » :
N^{os} 1 à 34 Épuisés
N^{os} 35 à 39, 45 à 47, 50 4,00 F
N^{os} doubles : 43-44, 48-49, 51-52 7,00 F
- Journal « Le Prolétaire » - Collections reliées :
(les numéros de 1 à 30 sont épuisés)
Volume I : du n^o 31 au n^o 71 (décembre 1969) .. 30,00 F
Volume II : du n^o 72 au n^o 117 (années 1970-1971) 30,00 F
- Série : « les textes du Parti Communiste International » :
1. Communisme et fascisme, 158 pages 8,00 F
2. Parti et classe, 60 pages 4,00 F
3. Le principe démocratique, 24 pages 1,50 F
4. Éléments d'orientation marxiste - Les trois phases du capitalisme - Guerres et crises opportunistes 4,00 F
5. Sur le texte de Lénine : « La maladie infantile du communisme » 5,00 F
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classes en préparation

EN LANGUE ITALIENNE :

- Storia della sinistra comunista, vol. I, 415 pages .. 25,00 F
- Storia della sinistra comunista, vol. 1 bis, 92 pages .. 8,00 F
- O preparazione rivoluzionaria o preparazione elettorale 7,00 F
- La sinistra comunista in Italia sulla linea marxista di Lenin, 110 pages 7,00 F
- Chi siamo e che cosa vogliamo 1,50 F

- Série : « I testi del partito comunista internazionale » :
1. Tracciato d'impostazione — I fondamenti del comunismo rivoluzionario, 62 pages 7,00 F
2. In difesa della continuità del programma comunista, 200 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours 12,00 F
3. Elementi d'economia marxista 12,00 F

EN LANGUE ALLEMANDE :

- Internationale Revolution, périodique, le numéro 1,00 F
- Die frage der revolutionären partei, 56 pages 4,00 F

EN LANGUE ESPAGNOLE :

- Que es el partido comunista internacional. Que fue el frente popular. España 1936 4,00 F
- Série : « Los textos del partido comunista internacional » :
1. Los fundamentos del comunismo revolucionario. 4,00 F
2. Fuerza violencia dictadura en la lucha de clase 4,00 F

EN LANGUE ANGLAISE :

- Appeal for the international reorganisation of the revolutionary marxist movement. Fundamental points for joining the International Communist Party 3,00 F
- Prague: The Second "Coup" 1,50 F
- Why Russia is not socialist En préparation
- Force, violence and dictatorship in the class struggle En préparation

EN LANGUES DANOISE ET SUÉDOISE :

- Série : « Det kommunistiske venstres tekster » :
1. Marxismens Grundtræk — Partiets karakteristiske teser 4,00 F
2. Vad är och vad vill det Internationella Kommunistiska Partiet 3,00 F

EN LANGUE PORTUGAISE :

- Série : « Os textos do partido comunista internacional » :
1. Teses características do partido : bases de adesão 3,00 F

Correspondance :

- Le Prolétaire » - B.P. 375 - 13211 - Marseille Cedex I.
- Le Prolétaire » - 20, rue Jean-Bouton - Paris-12^e.

Règlements : C.C.P. 2202-22 Marseille (F. Gambini).

Supplément à la revue « Programme Communiste » n^o 55
Imprimé par nos soins 20, rue Jean-Bouton - Paris (12^e)
Dépôt légal 2^e trimestre 1972 - Directeur de publication : F. Gambini

le prolétaire

journal bi-mensuel

Le numéro : 50 Centimes — 5 FB — 80 Lires
Abonnement annuel : 10 F — 100 FB — 1600 Lires

syndicat de classe

Supplément syndical mensuel du " prolétaire "

programme communiste

revue internationale trimestrielle

Le numéro : 4 F — 40 FB — 500 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1800 Lires
Abonnement combiné " Programme Communiste " - " Le Prolétaire "
25 F — 250 FB — 3200 Lires

il programma comunista

journal bimensuel

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 15 F — 150 FB — 1500 Lires

il sindacato rosso

journal mensuel de lutte syndicale

Le numéro : 50 centimes — 5 FB — 50 Lires
Abonnement annuel : 5 F — 50 FB — 500 Lires
Abonnement combiné "il programma comunista" - "il sindacato rosso"
20 F — 200 FB — 2000 Lires